

RAPPORT ANNUEL 1999-2000

L'ORDRE DES ADMINISTRATEURS
AGRÉÉS DU QUÉBEC ASSURE
LA PROTECTION DU PUBLIC EN
GARANTISSANT LE RESPECT DES
NORMES ET STANDARDS PROFES-
SIONNELS EN ADMINISTRATION,
EN CONFORMITÉ AVEC SON CODE
DE DÉONTOLOGIE ET PAR LE
BIAIS DES MÉCANISMES PRÉVUS
AU CODE DES PROFESSIONS.
IL FAVORISE AUPRÈS DES
PROFESSIONNELS DE
L'ADMINISTRATION,
L'INNOVATION ET L'ATTEINTE D'UN
NIVEAU DE COMPÉTENCE
SUPÉRIEUR POUR QU'ILS
CONTRIBUENT DE FAÇON
PROACTIVE ET DYNAMIQUE AU
DÉVELOPPEMENT DES
ENTREPRISES ET
ORGANISATIONS.
ENFIN, IL CONTRIBUE À
L'AVANCEMENT DE
L'ADMINISTRATION,
DISCIPLINE ESSENTIELLE
AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET
ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC.

ADMI

ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC

Lettres de présentation	1
Organisation administrative	2
Rapport du président	3
Rapport du secrétaire	5
Exécutifs régionaux	
Régionale de Québec	9
Régionale de l'Estrie	10
Régionale de Montréal	11
Régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	12
Régionale de l'Outaouais	13
Comités et secteurs	
Comité de conciliation et d'arbitrage des comptes	14
Comité de discipline	14
Syndic	15
Comité d'inspection professionnelle	16
Comité de la formation	17
Comité des normes professionnelles	17
Comité de révision	18
Comité de formation continue	18
Comité de réglementation	20
Secteur Conseil en management	21
Secteur Planification financière	22
Secteur Immobilier	24
Module Santé	25
Module d'expertise en franchisage et partenariat	25
Comité de gestion du Fonds de bourses d'affaires	26
Gala de l'Administrateur	
Comité organisateur de la remise des permis	27
Conseil des gouverneurs	28
États financiers	29

Montréal, juin 2000

Madame Linda **Goupil**
Ministre de la Justice et ministre
responsable de l'application
des lois professionnelles
Gouvernement du Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre, en votre qualité de Ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le Rapport annuel de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Cette publication couvre l'exercice financier terminé le trente et unième jour du mois de mars de l'an deux mille.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président,
Michel **Côté**, F.Adm.A., FCMC

Montréal, juin 2000

Me Jean K. **Samson**
Président
Office des professions du Québec

Monsieur le Président,

En votre qualité de président de l'Office des professions du Québec, j'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Ce document est un compte rendu des travaux effectués au cours de la période comprise entre le premier jour du mois d'avril mil neuf cent quatre-vingt dix-neuf et le trente et unième jour du mois de mars de l'an deux mille.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le président,
Michel **Côté**, F.Adm.A., FCMC

Québec, juin 2000

Monsieur Jean-Pierre **Charbonneau**
Président de l'Assemblée nationale
Gouvernement du Québec

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous présenter, en votre qualité de président de l'Assemblée nationale, le Rapport annuel de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Ce document couvre la période comprise entre le premier jour du mois d'avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf et le trente et unième jour du mois du mois de mars de l'an deux mille. Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

La Ministre responsable de
l'application des lois professionnelles
Linda **Goupil**

Bureau

Michel **Côté**, F.Adm.A., FCMC
Président de l'Ordre
Représentant du secteur Conseil en management

Bernard **Bousseau**, Adm.A.,
Représentant de la région de
Laval/Basses-Laurentides/Lanaudière
(Jusqu'en juin 1999)

Bernard **Brault**, F.Adm.A., CMC
Vice-président aux affaires professionnelles
Représentant du secteur Conseil en management

Perséphone **Canonne**
Membre nommée par l'Office des professions
du Québec

Denis **Cassista**, F.Adm.A.
Vice-président aux Finances
Représentant de la Montérégie

Michel **Coutu**, F.Adm.A., CMC
Représentant de la région de Laval/Basses-
Laurentides/Lanaudière (Depuis juin 1999)

Mario **Desroches**, Adm.A., CMC
Représentant de la région de l'Estrie

Jean-Louis **Dionne**, Adm.A.
Représentant de la région du
Bas St-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord

Gérald **Duguay**, F.Adm.A.
Représentant de la région de Québec
(Jusqu'en novembre 1999)

André **Fortier**, Adm.A.
Représentant de la région de Québec
(Depuis novembre 1999)

Serge **Fortin**, Adm.A.
Représentant de la région de
l'Abitibi-Témiscamingue

Robert **Frances**, Adm.A. P.F.C.
Représentant du secteur Planification financière

Richard **Gagnon**, F.Adm.A.
Représentant de la région de Montréal

Denis **Gamache**, Adm.A., CMC
Représentant de la région du Centre-du-Québec

Robert **Gravel**, Adm.A., CMC
Représentant de la région de Québec

Jacques **Grisé**, Adm.A.
Représentant de la région de Québec
(Depuis novembre 1999)

Daniel **Lafleur**, Adm.A.
Représentant de la région de Montréal

Andrée **Longpré**, Adm.A., CMC
Représentante de la région de Montréal

Jacques **Martineau**, Adm.A., CMC
Représentant du secteur Conseil en management

Jules **Mercier**, Adm.A.
Représentant du secteur Immobilier

Diane **Morin**
Membre nommée par l'Office des professions
du Québec

Alain **Noël**, Adm.A.
Représentant de la région de Montréal

Élisabeth **Normandeau**
Membre nommée par l'Office des professions
du Québec

Réal **Perron**, Adm.A., CMC
Représentant de la région de Québec
(Jusqu'en novembre 1999)

Suzanne **Petit**
Membre nommée par l'Office des professions
du Québec

Suzanne **Poitrass**, Adm.A., CMC
Représentante de la région de l'Outaouais

Lionel **Sanfaçon**, Adm.A.
Représentant de la région du
Saguenay/Lac St-Leon

Daniel **Adam**, Adm.A., CHE
Observateur - Module Santé

Comité Administratif

Michel **Côté**, F.Adm.A., FCMC
Président

Bernard **Brault**, F.Adm.A., CMC
Vice-président aux affaires professionnelles

Denis **Cassista**, F.Adm.A.
Vice-président aux Finances

Denis **Gamache**, Adm.A., CMC
Premier vice-président

Andrée **Longpré**, Adm.A., CMC
Administratrice

Jules **Mercier**, Adm.A.
Administrateur

Suzanne **Petit**
Membre nommée par l'Office des professions
du Québec

Suzanne **Poitrass**, Adm.A., CMC
Administratrice
Représentante de la région de l'Outaouais

Personnel du siège social

Pierre **Landry**, Adm.A., CMC
Secrétaire du Bureau et directeur général

Marlene **Anderson**
Responsable du dossier membre/Services profes-
sionnels et secrétaire du Comité de discipline

Isabelle **Cérone**
Commis à la comptabilité
(Depuis décembre 1999)

Claudia **Cajocar**
Contrôleuse-adjointe
(Depuis août 1999)

Pierre **de Montigny**, F.Adm.A.
Conseiller à la direction générale

Brigitte **Dupriez**, Adm.A.
Coordonnatrice aux services administratifs

Michèle **Jean**
Conseillère aux communications

Monique **Jutras**, Adm.A.
Directrice des services administratifs
(Jusqu'en juillet 1999)

Caroline **Lemire**
Préposée aux dossiers membres
(Depuis février 2000)

Caroline **Montreuil**
Responsable du recrutement
(Jusqu'en novembre 1999)

Lynn **Mraz**
Agente aux communications

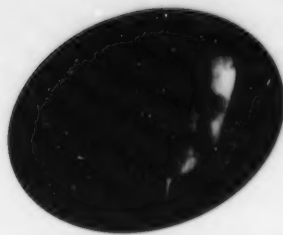
Alexandre **Patte**
Responsable du recrutement
(Depuis janvier 2000)

Sylvie **Raymond**
Commis à la comptabilité
(Jusqu'en novembre 1999)

Olga **Rédikoultseva**
Adjointe aux services professionnels

Jocelyne **Renaud**
Adjointe à la direction générale

Denise **Tremblay**
Préposée à la réception



Monsieur

Michel CÔTÉ

F.Adm.A., FCMC

PRÉSIDENT

L'année qui se termine aura principalement été consacrée à la réflexion stratégique ainsi qu'à la réforme organisationnelle et financière.

L'Ordre a, au cours des dernières années, centré l'exercice de sa mission sur la protection du public et réalisé son rôle sur trois dimensions, soit la conformité aux règles d'éthique et de discipline, le développement professionnel de ses membres et l'organisation d'activités à caractère associatif.

Nous avons connu au cours de ces dernières années une forte turbulence, tant au niveau de la direction de l'Ordre qu'au sein de l'environnement professionnel dans lequel nous évoluons. Au niveau du membership, l'Ordre connaît depuis quelques années, un état de stagnation et même un début de déperissement; d'autre part, une certaine confusion administrative du fait de l'empêchement dans les multiples comités n'a guère aidé à la performance et à l'efficacité recherchées.

En ce début de mandat, disposant d'une mission clarifiée au cours de l'exercice précédent, le bureau a convenu de la nécessité de revoir le positionnement stratégique de l'Ordre et de pousser plus avant la réorganisation de sa gouvernance ainsi que la révision des paramètres présidant à l'allocation de ses ressources tant financières que professionnelles.

Tout au long de l'année, les membres du bureau se sont investis dans une réflexion fondamentale et ont dégagé les consensus nécessaires à la propulsion de l'Ordre comme principal rassembleur de la profession de gestion au Québec. À ce titre, l'Ordre des

administrateurs agréés se voudra plus présent dans le milieu universitaire, il cherchera à mieux composer avec les autres ordres professionnels dont certains membres pratiquent la profession de gestion, il visera à mieux s'arrimer au monde des associations reliées aux activités de gestion et finalement, s'assurera d'être reconnu par le milieu de l'administration privée et publique comme l'ordre professionnel de référence au regard de normes de saine gestion reliées à l'exercice de la profession.

Sur le plan stratégique, l'Ordre a mis le cap sur la notoriété et la visibilité de notre titre professionnel auprès de l'ensemble des clientèles actuelles et potentielles. L'intensification de notre présence auprès des étudiants universitaires en gestion est actuellement en cours et avec l'appui du milieu académique et administratif, nous visons à faire en sorte qu'il devienne naturel à un étudiant en gestion de se considérer comme un professionnel et, en ce sens, normal et souhaitable d'adhérer à notre ordre professionnel, le seul qui l'interpelle directement.

La problématique concernant l'exercice de la profession de gestion par des professionnels de tous acabit, exercice qui se fait trop souvent sans encadrement adéquat pour une activité professionnelle distincte et qui risque d'induire le public en erreur, a aussi fait l'objet de réflexion. Une stratégie visant la mise en place d'ententes entre notre Ordre et certains de ces ordres professionnels représentant ces autres groupes est actuellement en discussion. Nous mettons beaucoup d'espoir de trouver ensemble les

solutions pertinentes dans le respect de nos mandats respectifs et pour le plus grand intérêt de nos membres et du public.

Une offensive médiatique et de présence publique est actuellement en phase de finalisation et prendra son envol dès la rentrée d'automne prochain.

Nous croyons que l'ensemble de cette stratégie élaborée en cours de la dernière année saura profiter à l'essor de notre Ordre et permettra un regain de vitalité du membership.

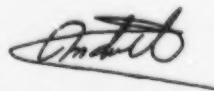
Dans le même ordre d'idée, il a été décidé de recentrer nos ressources humaines et financières sur les activités de nature professionnelle et nous comptons, en ce sens, prendre une certaine distance en ce qui regarde les activités associatives. Les groupes de travail sur la régie et sur la réforme financière conditionnent actuellement de nombreuses décisions de réorganisation au niveau de la gouvernance de l'Ordre qui, somme toute, provoqueront l'abandon de certaines façons de faire pour mieux ajuster notre action dans le milieu de la gestion et centrer l'activité sur la reconnaissance, la présence et la visibilité du titre d'administrateur agréé.

Au delà de cet effort de réflexion et de positionnement, les membres du bureau et la permanence ont continué de gérer au quotidien, d'assurer la protection du public et de répondre le plus adéquatement possible aux demandes de leurs membres.

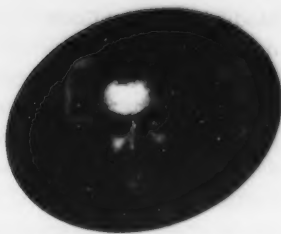
Aussi, je voudrais saisir l'occasion pour féliciter et remercier les représentants du bureau qui ont participé aux nombreuses réunions et démarches nécessitées par les trois groupes de travail, soit sur la stratégie, présidé par Mme Andrée Longpré, sur la régie et la gouvernance, présidé par M. Jules Mercier et sur la réforme des finances présidé par M. Denis Cassista. Nous devons beaucoup à leur dévouement et à leur enthousiasme.

De même, je tiens à remercier les membres de la permanence et en particulier le directeur général, M. Pierre Landry, pour la disponibilité, l'intelligence des propos et la détermination dont il a fait preuve durant l'année. Nous terminons cette année sur des décisions cruciales pour l'Ordre et l'année qui s'ouvre devant nous est à la fois chargée de promesses et d'incertitudes, mais sachant que nous pouvons compter sur un bureau dynamique et une permanence engagée, je demeure confiant que ces incertitudes seront gérées avec compétence et que la moisson du nouveau positionnement comblera pleinement les efforts de tous et chacun dans l'intérêt de la profession d'administrateur au Québec.

Je vous remercie de votre appui et de la confiance que vous m'avez accordés.



Michel Côté, F.Adm.A., FCMC
Président



Monsieur
Pierre LANDRY
Adm.A. CMC

Je suis heureux, en ma qualité de secrétaire de l'Ordre, de vous faire part des décisions prises par le Bureau et par le Comité administratif en ce qui concerne la gestion de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec de même qu'en ce qui concerne l'application du Code des professions. Il m'apparaît aussi important de relater les événements qui ont marqué la vie de l'Ordre au cours du dernier mandat.

Le Bureau de direction

Au cours de la dernière année, le Bureau a tenu quatre réunions et a adopté des résolutions portant sur la vie de l'Ordre tant au plan structurel qu'administratif.

Le présent rapport relate les principales décisions prises ayant un impact sur les membres et sur les opérations de l'Ordre.

Orientations et coordination générale de l'Ordre

Administrateurs

Monsieur Jacques **Grisé** directeur du département de management de la faculté d'administration de l'Université Laval, a été nommé administrateur du Bureau de direction, représentant de la région de Québec, le 19 novembre 1999 suite à la démission de Monsieur **Gérald Duguay**.

Les membres du Bureau ont unanimement nommé Monsieur **André Fortier** administrateur du Bureau de direction le 18 février 2000 pour la durée résiduelle du mandat de Monsieur **Réal Perron**, démissionnaire. Monsieur Fortier agit à titre de représentant de la région de Québec.

Suite à la démission de Madame **Nicol Pageau-Goyette** et de Monsieur **Bernard Bousseau** du Bureau de direction, le Comité administratif a recommandé la nomination de Monsieur **Daniel Lafleur**, à titre d'administrateur représentant la région de Montréal et de Monsieur **Michel Coutu**, administrateur représentant la région de Laval/Basses-Laurentides/Lanaudière.

Groupe de travail sur la stratégie

Un groupe de travail sur la stratégie sous la responsabilité de Madame **Andrée Longpré** a abordé la réforme de l'Ordre. L'étude a été menée sans complaisance, avec grande lucidité. Des trois pistes possibles, le Bureau a retenu « l'option croissance par identité fonctionnelle avec une approche de notoriété du titre ».

Les impacts sur le fonctionnement de l'Ordre seront significatifs mais assureront en même temps une mise à niveau essentielle.

Groupe de travail sur la régie d'entreprise

Le Bureau de direction a créé en septembre 1999, un Groupe de travail dont le large mandat était, notamment, de préciser les rôles propres au Bureau de direction, au Comité administratif, au président de l'Ordre et au directeur général.

Comité des structures

Le Comité des structures, précurseur du Groupe de travail sur la régie, avait déjà déposé son rapport en avril 1999. Une importante série de recommandations découlent du rapport et ont commencé à être appliquées en concorde avec les recommandations des autres comités et groupes de travail.

Abolition du Comité provincial étudiant

Conformément à la recommandation du Comité des structures, le Bureau de direction a aboli le Comité provincial étudiant laissant aux cellules étudiantes le soin de se coordonner avec les régionales sur une base locale.

Représentations

Rencontre avec le ministre de l'Industrie et du Commerce

L'Ordre a rencontré le ministre **Guy Julien** pour discuter de collaborations possibles avec son ministère, notamment en ce qui a trait aux Entretiens Jacques Cartier dans la poursuite de la réflexion sur l'Administrateur 2000, à la relance d'un comité de coordination de divers groupes (chefs d'entreprises, Chambres de commerce, Association des formateurs, etc.) dans le but de mieux rejoindre les PME en ce qui a trait à la formation continue et à la formation à la gestion. Le projet de formation virtuelle auquel l'Ordre participe et l'accès pour les PME à un conseil en management de qualité ont aussi été discutés.

Office des professions

Des discussions ont eu lieu avec le président de l'Office des professions du Québec, **Me Jean-K. Samson** portant sur la problématique de l'encadrement des gestionnaires qui sont dans le système professionnel sans être membres de l'OAAQ.

L'Office des professions reconnaît qu'il est essentiel que les ordres professionnels dont certains membres pratiquent la gestion mettent en place des mécanismes d'encadrement et, possiblement des passerelles avec l'OAAQ.

Finances et administration

Budget et États financiers

La situation financière de l'Ordre a été au cœur des préoccupations du Bureau tout au long du dernier mandat.

L'estimation des revenus, le contrôle des dépenses, l'élaboration de mécanismes nécessaires à la production d'une information financière fiable de même que la préparation du budget 2000-2001, ont mobilisé l'attention des membres du Bureau.

Comité des finances

Le Comité des finances deviendra vraisemblablement un Comité de vérification suite à un repositionnement des responsabilités. Le Comité de vérification verra, entre autres, à appuyer et à valider le travail du directeur en vue d'améliorer la qualité des rapports présentés au Bureau de direction.

Audit de saine gestion

L'Ordre a reçu le *Rapport d'évaluation de conformité aux principes de saine gestion généralement reconnus*. Il est noté que l'Ordre se conforme à sa mission et agit selon les règles de la saine gestion. Quelques suggestions découlant du rapport font l'objet de mise en place graduelle.

Cotisation pour les membres hors Québec

Désormais, les membres hors Québec paieront la pleine cotisation. De l'avis des membres actuels du Bureau, rien ne justifie que ces membres bénéficient d'une réduction.

Affaires professionnelles

Convention avec le Bureau des services financiers (BSF)

L'Ordre a signé, comme le permet la Loi 188, une convention avec le Bureau des services financiers lui permettant de continuer à encadrer les professionnels en planification financière.

Admissions, démissions, radiations et poursuites pour usurpation du titre Adm.A.

Les membres du Bureau ont apporté une grande vigilance aux variations du

nombre de membres et ont exercé leurs pouvoirs en conformité avec les exigences de l'Ordre.

Le Bureau a donné mandat de colliger les motifs de non-renouvellement aux fins d'en tirer des stratégies d'intervention pour corriger la situation.

Par ailleurs, le rapport du syndic a été l'objet d'un suivi constant et les décisions conséquentes ont été exécutées.

Inspection professionnelle

Monsieur Claude **Lacasse** a déposé au Bureau de direction du 18 février 2000, le programme d'inspection professionnelle qui sera mis en exécution dès le prochain exercice. On note que les membres qui sont en contact direct avec le public constitueront une part appréciable de l'échantillonnage.

En sus des visites prévues, la préparation de l'exercice comprendra le développement de questionnaires axés sur les pratiques particulières en vue de bien saisir les réalités professionnelles des praticiens de tous les secteurs.

Règlements

Assurance responsabilité

L'Ordre a demandé de modifier l'avenant de l'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec afin de cesser d'assurer sa défense en cas de poursuite par le syndic de l'Ordre à même cette assurance.

Réglementation

L'Ordre a assuré un suivi auprès de l'Office des professions pour que cinq règlements déposés l'année dernière soient adoptés par l'Office et/ou par le Gouvernement du Québec dans les meilleurs délais.

Ces règlements ont trait à la compabilité des comptes en fidéicommis, au Code de déontologie, aux catégories de permis, à la tenue des dossiers et aux conditions supplémentaires lors de l'admission.

Modifications au Code des professions

Le projet de Loi 87 (antérieurement 454) offre des dispositions habilitantes permettant aux ordres professionnels d'adopter des règlements de formation continue obligatoire. Il maintient malheureusement la modification au conseil en management que l'Ordre a contesté.

En conséquence, l'Ordre est à développer une nouvelle stratégie qu'il exercera en collaboration avec des ordres impliqués en vue d'assurer le leadership sur le conseil en management au Québec.

Intégration des gestionnaires immobiliers accrédités (GIA)

L'Association des gestionnaires immobiliers accrédités du Québec et l'Ordre ont convenu d'une entente de fusion par laquelle les cent membres intégraient immédiatement l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. La moitié rencontre les normes de l'Ordre, l'autre moitié bénéficie d'une période de cinq ans pour se qualifier.

Groupe de travail sur les régionales

Monsieur Denis **Gamache** responsable du groupe de travail, a déposé une *Politique de fonctionnement des régionales* en novembre 1999. Le rapport préconise une structure de financement de fonctionnement de base et de financement par projet.

L'adoption définitive du rapport a été reporté au mois de juin 2000 pour l'harmoniser au rapport final du Groupe de travail sur la stratégie.

Communications

Groupe de travail sur le recrutement

Un plan de recrutement et de développement dont l'objectif est de hausser le nombre de membres de l'Ordre a été proposé par le Groupe de travail dirigé par le premier vice-président de l'Ordre, Monsieur Denis **Gamache**. Le plan vise à recruter des administrateurs qualifiés non-membres de l'Ordre en faisant valoir les avantages à en retirer.

Le Groupe de travail préconise le développement du membership à partir d'un éventail de possibilités : nouveaux diplômés des universités, entreprises, associations et membres d'autres ordres professionnels. Le projet s'avère porteur parce qu'il s'ouvre sur des possibilités multiples.

Les Entretiens Jacques Cartier

Grâce à l'appui du Fonds de bourses d'affaires, l'Ordre a maintenu sa participation financière et sa présence aux Entretiens tenus à Lyon en décembre 1999. Le président Michel Côté et moi-même avons assuré la représentation.

Par ailleurs, l'Ordre a confié la responsabilité de la préparation des Entretiens Jacques Cartier 2000 qui auront lieu à Montréal, les 4 et 5 octobre prochain à Monsieur Alain Noël en qualité de responsable du volet scientifique. Madame Danielle Godbout, Monsieur Pierre de Montigny et moi-même collaborons avec les responsables français pour la réalisation d'un événement de haute qualité.

Gala annuel

Le Gala annuel 1999 a connu un franc succès. Tous les objectifs ont été dépassés.

Fellow Adm. A., Fellow CMC, Fellow Pl.fin., et/ou P.F.C.

L'Ordre a attribué les titres de « Fellow » pour l'année 1999 aux candidats qui lui ont été recommandés par le Comité de sélection des Fellow.

Monsieur Daniel-Georges Carroué, Adm. A., CMC et Monsieur Serge Godin, Adm. A., FCMC ont été nommés Fellow Adm. A. Monsieur Guy Breton, Adm. A., CMC, Monsieur Pierre Cholette, Adm. A., CMC et Monsieur Alain Godbout, Adm. A., CMC ont été nommés Fellow CMC.

Monsieur Armel Bouchard, Adm. A. Pl. Fin. et Monsieur François Morency, Adm. A. Pl. Fin., CMC ont été nommés Fellow Pl. Fin.

Mérite du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)

Le Mérite du CIQ 1999 a été décerné à Monsieur Jules Mercier, Adm. A., représentant du secteur Immobilier au Bureau de direction en reconnaissance des services rendus et de son implication dans le Comité des structures.

Soirée Hommages

La « Soirée Hommages » 1999 a connu un grand succès et a fait ses frais. Le Comité organisateur souhaite que l'organisation de la prochaine soirée soit engagée dès maintenant vu la charge de travail à faire et la complexité de l'organisation.

Le Bureau de direction a proposé une orientation en vue de définir la forme que prendra l'événement dans le futur.

L'alimentation du Fonds de bourses d'affaires et d'études par les profits de la « Soirée Hommages » serait abandonnée.

Le Comité administratif

Au cours de l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2000, le Comité administratif a tenu huit réunions et adopté des résolutions sur plusieurs des questions abordées par le Bureau de direction.

Prix Reconnaissance

Le Comité administratif a unanimement résolu d'accorder le Prix Reconnaissance à Monsieur Robert C. Bédard, Adm. A., à Madame Jasmine Fortin, Adm. A., à Monsieur Mario Lebeau, Adm. A. et à Madame Andrée Longpré, Adm. A. CMC.

Opinion de saine gestion

Le Comité administratif a recommandé au Bureau de procéder à un audit de saine gestion de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. L'audit a été réalisé à l'automne 1999. L'exercice a été le prélude à un train de mesures pour vérifier le fonctionnement de l'Ordre.

Création de comités

A sa réunion du 6 juillet 1999, le Comité administratif a recommandé au Bureau de direction la création de deux comités :

- un Comité de vérification et un groupe de travail sur la régie
- de même que la création temporaire d'un groupe de travail sur les régionales et d'un groupe de travail sur la stratégie.

Un poste de vice-président aux affaires professionnelles dont le titulaire est Monsieur Bernard Brault a aussi été créé. Le dossier prioritaire qui incombe au vice-président est celui de l'acte réservé pour les administrateurs agréés.

R A P P O R T D U S E C R É T A I R E

Réflexions sur les structures

Le Comité administratif a consacré une partie importante de chacune des réunions à réfléchir sur les structures de l'Ordre et aux changements qui devraient être effectués pour le maintenir en position privilégiée auprès du public. Les lois qui touchent l'Ordre et les appareils spécialisés avec lesquels il transige ont aussi été examinés en regard des impacts sur la vie de notre organisme. Les représentations auprès de ces instances ont été continues.

Siège social

L'Ordre a accepté l'offre de L'Industrielle-Alliance d'augmenter sa superficie de 1,500 pieds carrés. Il en résulte une réduction des coûts de location pour les frais reliés aux réunions et aux ateliers de formation antérieurement tenus à l'extérieur du siège social.

Situation financière

Le mandat qui se termine a été marqué par une réflexion permanente et des prises d'action pour cerner toutes les dimensions de la condition financière de l'Ordre. Les administrateurs ont choisi d'approcher la situation par l'analyse d'ensemble en évitant de procéder par l'approche micro qui risque de solutionner les problèmes à la pièce.

En collaboration avec le Bureau de direction, le président et le directeur général, l'Ordre s'est donné les outils nécessaires pour dégager les champs d'analyse et procéder avec cohérence à un examen approfondi dont le résultat conduira à la mise en place des réformes nécessaires à des redressements à longue portée.

Imprévisible en début d'année, une érosion inhabituelle du nombre de membres a eu un effet négatif sur les résultats de l'année courante. Les recommandations du Groupe de travail sur le recrutement et les stratégies adoptées devraient contrer cette situation.

Le Comité administratif, en créant un nouveau dynamisme au sein de l'Ordre, a engagé le plus grand nombre d'administrateurs dans le processus pour élargir la discussion et bien connaître toutes les tendances qui ont cours.

Signature des passeports

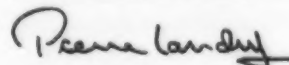
Des représentations ont été faites pour que les administrateurs agréés soient habilités à signer les demandes et les renouvellements de passeports. Tous les membres des autres ordres professionnels au Québec ont cette reconnaissance. Le gouvernement fédéral sera saisi de cette réalité et le

pouvoir de signer les passeports sera instamment revendiqué.

En guise de conclusion...

Voilà vitelement brossés, les tableaux occupés par l'Ordre au cours du mandat 1999-2000. La vie qui suit son cours nous aura déjà menés ailleurs au moment où vous lirez ces lignes. C'est le lot des organismes en mouvement, sans cesse sur la brèche !

Fait et rédigé à Montréal, ce 31 mars 2000
Le secrétaire de l'Ordre,



Pierre Landry, Adm. A., CMC

Évolution du membership au cours des dix dernières années

Année	Adm. A.	Postulants	Étudiants	Total
1990-1991	2 352	46	266	2 664
1991-1992	2 573	120	266	2 959
1992-1993	3 085	236	248	3 569
1993-1994	3 155	182	285	3 622
1994-1995	3 312	119	241	3 672
1995-1996	3 396	101	284	3 781
1996-1997	3 420	65	342	3 827
1997-1998	3 437	63	480	3 980
1998-1999	3 365	47	397	3 809
1999-2000	3 172	57	405	3 634

Tableau des membres :

au 31 mars 2000	1998-1999	1999-2000
Effectifs Adm. A. au début de l'année	3 437	3 365
Plus : membres admis et inscrit durant la période	251	192
Moins : membres radiés ou décédés	323	385
Effectifs Adm. A. à la fin de l'année	3 365	3 172
• Postulants et jeunes administrateurs	47	57
• Étudiants	397	405
Total des inscriptions :	3 809	3 634

Répartition des administrateurs agréés par régionale

Bas St-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord (01)	71	65
Saguenay/Lac St-Jean (02)	85	83
Québec (03)	643	571
Centre-du-Québec (04)	180	154
Estrie (05)	79	69
Montréal (06)	2 051	1 974
Outaouais (07)	119	101
Abitibi-Témiscamingue (08)	65	55
Hors-Québec (10)	72	100
Total :	3 365	3 172



Monsieur
André FORTIER
Adm.A.
PRÉSIDENT

Régionale de Québec

Claude Goulet,
Adm.A., CMC
1^{er} vice-président

Charles Chamard,
Adm.A.
2^e vice-président

Jean Richard,
Adm.A.
Vice-président, Secteur Immobilier

Gilles Boutin,
Adm.A.
Trésorier

Directeurs

Denys Aubert,
Adm.A.

Louis V. Auger,
Adm.A.

Francis Carpentier,
Adm.A., CMC

Michel Dion,
Adm.A.

Jean Falardeau,
Adm.A.

Robert Gravel,
Adm.A.
et représentant
au Bureau de direction

Allen Hamel,
Adm.A.

Yves Lachapelle,
Adm.A.

Denis Simard,
Adm.A.

Rapport du président

L'administrateur de l'an 2000, aura permis une réflexion profonde de plusieurs régionales de l'Ordre dont celle de Québec qui accueillait ses panélistes à l'auditorium du nouvel édifice de l'ÉNAP dans le quartier St-Roch dans le centre-ville de Québec.

Grâce à une implication extraordinaire de Francis Carpentier, Adm.A., CMC, qui a su diriger d'une main de maître l'équipe formée pour l'occasion et grâce aussi aux 75 personnes présentes, cette rencontre fût un vif succès.

Le secteur Immobilier a, comme à son habitude, été un secteur des plus actifs. Débutant son année par un colloque qui a regroupé environ 70 personnes qui ont écouté avec intérêt les propos des différents conférenciers invités dont le ministre responsable de la Capitale Nationale, monsieur Paul Bégin, qui s'est adressé aux convives lors du dîner de clôture de la rencontre.

Tout au long de la saison, des petits déjeuners ont su attirer de 20 à 35 personnes à chaque occasion avec des thèmes touchant les secteurs généraliste, immobilier et le module Santé.

L'année 1999-2000 aura également permis d'élaborer un organigramme visant à cibler pour chaque membre de l'exécutif son centre d'intérêt dans lequel il pourra s'impliquer avec le plus grand plaisir.

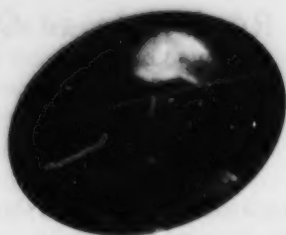
Trois volets ont été définis : membres et affiliations qui visent l'aide aux membres, la promotion de l'Ordre dans notre territoire, la création de lien avec les organismes ou associations de professionnels du milieu; la mission de ce volet : l'assistance aux membres et la rétention du membership.

Le deuxième volet touche le milieu étudiant et les universités. Il vise à créer des liens étroits avec les universités de la région, le développement de cours de formation pour les membres, la promotion de l'Ordre auprès des étudiants, le développement et la gestion du programme de mentorat; la mission de ce volet : le recrutement de nouveaux membres et leur développement et celui de l'ensemble.

Le troisième volet relève du secrétaire-trésorier et touche la portion administrative de l'ensemble des activités et leur coordination; la mission de ce volet étant une communication étroite entre les différents paliers de l'Ordre.

Il nous apparaît important de souligner encore cette année l'apport toujours précieux des membres bénévoles. Chacun d'eux investit sans compter temps et efforts; il ne faut jamais oublier qu'il pourrait consacrer ce qu'il donne à bien d'autres loisirs. Nous nous devons de les remercier sincèrement tous et chacun, ceux qui nous quittent au terme de ce mandat et ceux qui poursuivent pour la prochaine année.

En conclusion, un dossier nous a tenu à cœur durant toute l'année: le mentorat. Plusieurs rencontres ont eu lieu que ce soit entre membres du comité ou avec des gens de d'autres associations. Le projet évolue mais nécessitera encore quelques mois avant de se concrétiser. Il semble toutefois qu'un mode associatif soit privilégié. Nous sommes plusieurs à l'exécutif à croire que cette formule permettrait un éventail plus vaste de participants, candidats ou mentors et des résultats bénéfiques pour tous les participants. C'est ce que la prochaine année nous laissera découvrir.



Monsieur
Léon DESCHAMPS
Adm.A.
PRÉSIDENT

Régionale de l'Estrie

Jean-Guy Cyr,
Adm.A.

Mario Desroches,
Adm.A., CMC

Mario Lebeau,
Adm.A.

Jean-Claude Brochu,
Adm.A.

Sylvie Lapointe,
Adm.A.

Diane Asselin,
Adm.A.

Normand Gauvin,
Adm.A.

Roch Côté,
Adm.A.

Pascal J.C. Caron,
Adm.A.

Rapport du président

La régionale de l'Estrie de l'Ordre a cette année déployé ses efforts à mieux faire connaître ce qui permet de nous distinguer comme membre du seul ordre reconnu d'administrateurs soit : les principes de saine gestion généralement reconnus. Nos clientèles ciblées, outre nos membres, furent les étudiants de la faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke et les gestionnaires des services de santé et des services sociaux.

En septembre 1999, c'est Monsieur Michel Côté, président de l'Ordre qui est venu nous entretenir de sa vision et des défis de la modernisation du système professionnel québécois.

Le 13 octobre la régionale organisait avec la cellule étudiante un dîner-causerie. Monsieur Bernard Brault, F. Adm. A., CMC et auteur de « Exercer la Saine Gestion » était notre conférencier. De plus,, les étudiants, les professeurs et les membres de l'Ordre étaient invités à participer à cette activité. Le 29 mars, Monsieur Mario Desroches, Adm. A., CMC, a entretenu les étudiants de sa motivation à être membre de l'Ordre et des avantages qu'il y trouvait. Deux bourses ont été remises à des étudiants et des informations sur les bourses Adm. A. ont été fournies par Monsieur Pierre Landry, directeur général.

Le 26 novembre 1999, nous avons tenu une visite industrielle à « Le Cep d'argent ». L'un des propriétaires nous a entretenu de la gestion d'un vignoble au Québec avant de procéder à une dégustation et au souper annuel des membres.

Le 2 février, un petit déjeuner nous était servi lors d'une visite d'une entreprise franchisée de services : « Mail Boxes inc. ».

La soirée du 29 mars était consacrée à « L'évaluation de la gestion et certification : deux méthodes (l'Agrément des établissements de santé et de services sociaux et l'Audit de saine gestion ».

Notre assemblée générale aura lieu le 20 juin prochain à la suite d'un échange avec Monsieur Yvan Fortin, Adm. A. et directeur général de la Ville d'Iberville. M. Fortin nous livrera ses impressions, ses émotions et son vécu lors de l'Audit de saine gestion de la Ville d'Iberville. Un tournoi de golf et un souper devraient compléter cette journée.

Nous avons maintenu notre partenariat avec l'AGRHE (Association des gestionnaires en ressources humaines de l'Estrie) permettant ainsi à nos membres de bénéficier de prix de groupe pour participer aux activités de cette association. Nous avons aussi proposé à nos membres un petit déjeuner causerie avec l'Ordre des comptables généraux licenciés (CGA).

Deux membres du comité exécutif travaillent à mettre sur pied une activité régionale de grande envergure sur l'avenir de la profession de « gestionnaire ». Les universités régionales et plusieurs ordres professionnels et associations de gestionnaires se sont joints afin de faire un succès de cette activité prévue pour le printemps ou l'automne 2001.

Je tiens à remercier tous les membres de l'exécutif régional pour la persévérance et le soutien à l'organisation de nos activités. Merci aussi au personnel de l'Ordre pour nous avoir soutenu et encouragé pendant cette année.



Madame
Andrée LONGPRÉ
Adm.A., CMC
PRÉSIDENTE

Régionale de Montréal

Robert C. Bédard,
Adm.A.

Éric Bergeron,
Adm.A.

Nicole Bouthillier,
Adm.A.

Michelle Côté,
Adm.A.

Marcel Coulombe,
Adm.A.

Josée Dolan,
Adm.A.

Yves Dubé,
Adm.A.

Philippe Durocher,
Adm.A.

Jasmine Fortin,
Adm.A.

Danielle Godbout,
Adm.A.

Isabelle Limoges,
Adm.A.

Jean Nadeau,
Adm.A.

Marie-Josée Pepin,
Adm.A.

Fernand Plante,
Adm.A.

Carole Tremblay,
Adm.A.

Rapport de la présidente

La régionale de Montréal a comme mission de promouvoir l'Ordre sur une base régionale en créant des occasions de contacts professionnels entre les administrateurs agréés, en organisant et coordonnant les activités professionnelles tenues dans la région, le tout en tenant compte des intérêts diversifiés des membres de la région métropolitaine. La régionale constitue aussi un lien privilégié entre l'Ordre et le milieu universitaire. Contribuer à la notoriété de la profession d'administrateur agréé, confirmer le rôle de la régionale comme instance représen-

tative de l'ensemble des membres Adm.A. de la région de Montréal et contribuer à réduire les clivages entre les généralistes et les spécialistes, d'une part, ainsi qu'entre les générations, d'autre part, constituent les principaux enjeux auxquels les membres de l'exécutif ont été interpellés.

Pour relever le défi 1999-2000, la régionale de Montréal s'est fixée les objectifs suivants :

- Favoriser les échanges à caractère professionnel entre les administrateurs agréés;
- Assurer l'intégration des jeunes administrateurs en début de carrière;
- Accroître le développement universitaire.

Dans cet ordre d'idées, l'année 1999-2000 aura été marquée par plusieurs réalisations stimulantes. Les douze parutions du bulletin mensuel de la régionale « LE RÉSEAU » en font foi.

Pour l'année 1999-2000, les efforts ont été investis dans la planification et l'organisation d'activités professionnelles d'envergure. À ce titre, une équipe dynamique a concocté le programme d'un colloque national. Ce colloque s'inscrit dans le prolongement de l'Administrateur de l'an 2000 et la présentation des résultats des sondages régionaux.

Toujours aussi populaires auprès des membres, les huit petits déjeuners Adm.A. de la saison 1999-2000 ont attiré en moyenne une quarantaine de participants par conférence. Dans le confort du Club Saint-James, les membres ont pu apprécier des conférenciers d'expérience abordant des sujets d'actualité, notamment : Les plus récents programmes d'aide et de subvention aux entreprises avec Douglas Barker; La planification financière à l'aide d'un logiciel avec Pierre L. Côté, Adm.A.; Les plus récentes stratégies de marketing avec Fernand Campbell, Adm.A., CMC; Les stratégies de placement du populaire Warren Buffet avec André Morris; Les trucs et astuces du financement des PME avec Sylvain Levasseur; Comment réduire ses impôts avec Michelle Desrosiers, fiscaliste; La loi sur l'équité salariale avec Danielle Godbout, Adm.A.; La gestion de la qualité avec Gilles Monette.

C'est dans un lieu d'avant-garde, unique en son genre que la régionale de Montréal a organisé son cocktail de Noël. Lors de

cet événement, organisé au chic Café Méliès du complexe ExCentris, prenaient part plus de soixante-dix membres Adm.A. Le conférencier invité, monsieur Charles Bourgeois, a prononcé une allocution mettant en lumière la nature des Entretiens Jacques Cartier. Par ailleurs, au cours de cette soirée, le directeur général de l'Ordre, monsieur Pierre Landry, Adm.A., CMC, a remis les permis à une trentaine de nouveaux membres Adm.A. La régionale de Montréal est toujours fière de souhaiter la bienvenue à de nouveaux collègues Adm.A.

Dans la foulée d'un virage technologique et dans l'esprit de développer une communauté d'intérêt au bénéfice des membres Adm.A., un groupe de travail a étudié la faisabilité quant à la mise sur pied d'un forum de discussions. Une étude des besoins a été effectuée en vue d'identifier les principales fonctionnalités requises par un tel environnement. Les résultats devraient être connus dès les prochaines semaines. Il est fort à parier que tous les membres Adm.A. tireront profit d'une mise en commun de leur expertise, ce qui contribuera à créer un patrimoine pour notre ordre et notre profession. Dans le même ordre d'idées, un autre groupe a amorcé la conception d'une page Web pour la régionale de Montréal, laquelle serait hébergée et accessible à partir du nouveau portail et site de l'Ordre.

Les 5 @ 7 Adm.A. tenus les premiers jeudis du mois ont permis de réunir des Adm.A. intéressés à échanger sur leurs expériences et connaissances sans la pression d'un horaire chargé ou d'un ordre du jour. Les membres ayant participé régulièrement à cette activité mensuelle ont apprécié l'ambiance de telles rencontres. Cependant, la faible participation force l'exécutif de la Régionale à retirer les 5 @ 7 Adm.A. de son programme 2000-2001.

Un groupe de femmes de la régionale de Montréal s'est réuni pour prendre connaissance du Rapport du groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin intitulé « Entreprendre au féminin » et examiner les possibilités de participer au développement de l'entrepreneuriat féminin en plus de collaborer avec le Groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin du ministère de l'Industrie et

du Commerce. Un sondage a été posté aux femmes Adm.A. membres de la régionale de Montréal. Il s'adresse aux travailleuses autonomes et aux femmes qui ont été, sont ou sont en voie de devenir entrepreneures. Ce sondage permettra de recueillir des informations pertinentes à la mise en place d'un programme d'aide, selon la demande.

Mentorat

Le programme Mentorat vise à soutenir les jeunes Adm.A. dans leur développement professionnel et leur projet de carrière à travers le jumelage avec un membre de l'Ordre bénéficiant d'une solide expérience. Les jeunes ont besoin de modèles, mais aussi de mentors qui les reconnaissent, leur proposent de nouveaux défis et les incitent à se surpasser. En ce sens, le comité Mentorat de la régionale offre la possibilité aux jeunes Adm.A. d'être jumelés à des Adm.A. d'expérience. Le programme rejoint à l'heure actuelle 25 couples mentors-protégés. Le processus d'attribution des mentors se poursuit constamment, car la demande est forte de la part des protégés. Le comité Mentorat invite donc les Adm.A. à s'inscrire au programme. Une nouveauté cette année, le formulaire de consentement éclairé permettant aux nouveaux mentors et protégés de se sentir à l'aise par l'assurance que la nouvelle relation s'inscrira dans l'exercice d'une saine gestion.

Deux activités officielles ont été organisées au cours de la saison. Une soirée jumelage mentor-protégé a eu lieu à l'automne chez Alexandre. Au cours de cette soirée, les membres du comité ont diffusé de l'information pertinente à une bonne relation mentor-protégé. Une soirée organisée à l'hiver à l'ITHQ prévoit une conférence sur le mentorat prononcée par madame Solange Lefebvre, professeure à l'université de Montréal, et une dégustation de fins produits québécois et boissons artisanales en compagnie du célèbre chef, auteur et chroniqueur Philippe Mollé.

Jeunes décideurs

Le comité des Jeunes décideurs a consolidé ses infrastructures et mis en place des mécanismes de saine gestion, notamment par la mise à jour des archives écrites et informatiques du comité et l'établissement d'une procédure de suivi régulier de gestion de la trésorerie. Par ailleurs, le comité s'est vu confier la tâche de réunir les représentants des cellules étudiantes Adm.A. Les membres ont donc revu leur fonctionnement afin d'intégrer les représentants universitaires au sein de leur groupe.

Sur le plan des communications, le comité a contribué à la rédaction du bulletin mensuel « LE RÉSEAU », un logo officiel des Jeunes décideurs a été adopté et une page Web a été conçue. De plus, le comité a maintenu de saines relations entre les instances de la régionale de Montréal, principalement avec l'exécutif de la régionale et le comité Mentorat. Plusieurs jeunes décideurs ont aussi participé aux activités professionnelles organisées par la régionale de Montréal, contribuant ainsi à assurer leur intégration au sein de la profession. En ce sens, un groupe s'est penché sur la question de l'accueil aux membres. Les balises d'un programme d'accueil aux nouveaux membres ont été tracées.

Le comité des Jeunes décideurs a organisé deux activités de formation ayant pour thèmes : « L'éthique en affaires » et « Le Web et les affaires : risques et opportunités ». De l'avis de tous les participants, les sujets traités s'avèrent pertinents dans le contexte actuel de la mondialisation des marchés et l'avènement des technologies dans l'organisation du travail.

Finalement, le comité des Jeunes décideurs a participé comme association membre de la coalition Force Jeunesse au Sommet de la Jeunesse organisé par le gouvernement du Québec. De plus, un suivi a été assuré au niveau des projets et des revendications de l'organisme par un représentant du comité au sein de la coalition.

En conclusion, les activités de la régionale de Montréal ont permis d'atteindre en grande partie les objectifs fixés pour 1999-2000. La seule ombre au tableau est liée à la faible participation des cellules étudiantes au sein de l'Ordre des Adm.A. Préoccupé par cette problématique, un groupe a été formé en vue d'analyser la situation et de proposer des pistes de solutions. Les premières réflexions permettent de croire à la nécessité de renouveler nos façons de faire et à l'abolition de la formule actuelle des cellules étudiantes. Un arrimage avec le plan stratégique de l'Ordre s'avère indispensable quant à la bonne marche de ce dossier.

En terminant, je tiens à remercier les membres de l'exécutif de la Régionale, les membres du comité Jeunes décideurs, les membres du comité Mentorat ainsi que les bénévoles qui ont contribué au succès des activités de la Régionale. Merci aussi à tous les participants qui ont fait que les activités soient une réussite.

Région Abitibi-Témiscamingue

E
X
E
C
U
T
I
F
S
R
É
G
I
O
N
A
L
U
X

Administrateurs

Serge Fortin,
Adm.A.
Délégué régional

Denis H. Lalonde,
Adm.A., CMC
Représentant CMC

Carmel Talbot-Thériault,
Adm.A.
Trésorière

L'exécutif régional n'avait pas de président désigné pour l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2000.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le calendrier des activités de la régionale ne comprenait aucune activité majeure, à l'exception de quelques réunions organisées dans le but d'accroître le membership au sein de la régionale.

Toutefois, quelques membres de la régionale se sont rencontrés à Rouyn-Noranda lors d'un déjeuner qui se tenait le 15 mars dernier et lors d'un « 5 à 7 » qui a eu lieu le 22 mars. Quelques membres se sont réunis pour tenir l'assemblée générale annuelle de la régionale le 11 février dernier.

E
X
E
C
U
T
I
F
I
N
A
U
X



- Michel **Parent**,
Adm.A.,
Vice-président
- Yvon **Goulet**,
Adm.A., CMC
Trésorier
- Hélène **Grand-Maître**,
Adm.A.,
Secrétaire
- Administrateurs**
- Jean-Eudes **Bouchard**,
Adm.A.
- Luc **Chaput**,
Adm.A.
- Claude **Lacasse**,
Adm.A., CMC
- Bernard **Thérien**,
Adm.A., CMC
- Suzanne **Poïtras**,
Adm.A., CMC
Membre du Comité administratif
- Claudia **Martinangeli**,
Représentante - Module Étudiants

Monsieur
Michel **CHARRETTE**
Adm.A.,
PRÉSIDENT

Régionale de l'Outaouais

Rapport du président

L'année 1999-2000 a été marquée d'efforts soutenus des membres de l'exécutif pour accroître le rayonnement de l'Ordre.

Le Colloque régional de l'Administrateur de l'an 2000, en mai 1999, fut un grand succès en Outaouais avec près de 100 participants.

Mme Suzanne Poïtras alors présidente de la régionale de l'Outaouais a su mener de main de maître l'organisation et la soirée. Sous la coprésidence de M. Claude Lacasse, président du conseil d'administration de la Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO) et M. Francis Whyte, recteur de l'Université du Québec à Hull, la soirée d'échanges avec nos panélistes a permis de soumettre aux instances provinciales toutes les couleurs de l'Outaouais.

En novembre 1999, la visite en région de M. Michel Côté, F.Adm.A FCMC, président de l'Ordre, a créé un lien privilégié avec la direction de l'UQAH, ayant pour objectif d'établir un plan de cours selon les principes de saine gestion, menant les gradués de premier cycle à être admissible à l'Ordre. Cette journée s'est terminée par un excellent souper-conférence très médiatisé.

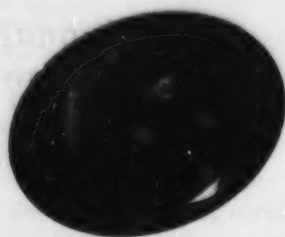
La fête des membres en décembre dernier, au Casino de Hull ainsi que la remise des permis fut une réussite avec plus de 20 nouveaux membres. Le ton de la soirée était à la fête. L'objectif demeurait le maillage des décideurs de la région et le rapprochement des membres de la région.

En février 2000, l'audit de saine gestion comme outil efficace de l'Administrateur de l'an 2000 fut présenté aux villes de l'Outaouais et aux organismes publics et parapublics tels la SDEO. Cette initiative fait son chemin et nous croyons fermement que des résultats concrets placeront l'Outaouais à l'ère de l'innovation et des principes de saine gestion qui nous guident.

Les bourses d'études de l'UQAH-ADMA ont été reportées à l'automne de l'an 2000, permettant une plus grande participation des étudiants méritants. Nos efforts en octobre 1999 d'être partie prenante de la vie étudiante par des rencontres informelles régulières où les participants partagent sur l'Ordre des ADMA, ses bénéfices, entre autres, l'offre de stages en milieu de travail avec la participation active des membres du comité exécutif, employeurs importants de la région.

Enfin, je tiens à remercier tous les membres du comité exécutif et souligner la participation soutenue de nos membres à nos activités.

Le dynamisme de la régionale de l'Outaouais est le reflet direct de nos membres.



Monsieur

Normand GIGUÈRE

Adm.A.

PRÉSIDENT

Comité de conciliation
et arbitrage des
comptesConciliation et arbitrage
des comptes

Le mandat du Comité de conciliation et d'arbitrage des comptes consiste à étudier et à statuer sur les différends qui peuvent exister entre un client et un administrateur agréé quant aux honoraires professionnels réclamés.

Rapport du président

Au cours de l'exercice 1999-2000, le comité a reçu une demande d'arbitrage. Deux auditions furent tenues les 3 août et 5 octobre 1999. Outre le requérant et l'intimé, quatre témoins furent entendus.

Après une séance de délibération, les membres du comité ont rendu jugement le 20 octobre 1999 à l'effet d'acquiescer à la demande du requérant pour réviser la facturation de l'intimé.

Roch Gignac,
Adm.A., CMC,
Arbitre

Pierre-Yves Lamarche,
Adm.A.,
Arbitre

Jocelyne Renaud,
secrétaire

Comité de discipline

Me Micheline Leclerc,
Présidente

Marlène Anderson,
Secrétaire

Charles Chamard,
Adm.A.

Philippe Chapuis,
Adm.A.

Pierre de Montigny,
FAdm.A.

Émile Gadbois,
Adm.A. Pl.Fin., CMC

Sylvio Gagnon,
Adm.A.

Roch Gignac,
Adm.A., CMC

Allen Hamel,
Adm.A.

Pierre Y. Lamarche,
Adm.A.

Viateur Laplante,
Adm.A.

Jean Raymond,
Adm.A., CMC

Robert Sheitoyan,
Adm.A.

Le Comité de discipline est saisi de toute plainte formulée contre un administrateur agréé pour une infraction aux dispositions du Code des professions ou à la loi constituant l'Ordre. Le mandat du comité consiste à recevoir les plaintes et à entendre les arguments des parties en cause. S'il y a lieu, il recommande à l'Ordre les mesures disciplinaires appropriées à l'endroit du professionnel impliqué.

Le président du Comité de discipline est nommé par le gouvernement du Québec. Le rattrapage de l'année précédente à continuer sur celle-ci car 9 dossiers furent reçus par le Comité de discipline et plus d'un sur requête en fixation de déboursés, il en reste quatre en traitement et nous présentons le résultat des six autres dans le tableau ci-dessous :

Dossier disciplinaire	Décision du Comité	Amendes \$	Autre
1999-01	1. Défaut de tenir son client informé de potentiel de conflit d'intérêt 2. Défaut de respecter son devoir de discrétion	600 600	
1999-02	1. Défaut de tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances. 2. Honoraires déraisonnables 3. Fausses représentations : formation académique et titre professionnel 4. Défaut de souscrire et de maintenir une assurance de responsabilité professionnelle 5. Sachant être sous enquête communiquée avec le client 6. Refus de remettre une copie des documents au client		Radiation temporaire 6 mois Radiation temporaire 6 mois Radiation temporaire 6 mois Radiation temporaire 6 mois Radiation temporaire 3 mois Radiation temporaire 30 jours
1999-03	1. Défaut de répondre dans les plus brefs délais à des correspondances et à des demandes formulées par le syndic 2. Situation de conflit d'intérêts 3. Défaut de s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité		Radiation 6 mois Radiation 3 ans Radiation 5 ans
1999-04	Plainte irrecevable		
1999-05	1. Acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de sa profession 2. Défaut de s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité		Radiation temporaire 5 ans Radiation temporaire 5 ans
1998-03	1. Requête en fixation de déboursés		Paiement de la moitié des déboursés reliés à l'audition de la présente requête
Total des amendes :		1 200	



Monsieur
GUY VAUBAN
Adm.A.

Syndic

Le rôle du syndic est de faire enquête s'il a des motifs de croire que des actes illégaux ont été posés par des membres de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec, ou si une demande d'enquête lui est adressée et ce, peu importe son origine. Une fois l'enquête complétée, le syndic déterminera s'il y a lieu de déposer une plainte formelle devant le Comité de discipline de l'Ordre.

Si le syndic ne porte pas plainte, il devra alors expliquer par écrit à la personne qui a demandé l'enquête les motifs à l'appui de sa décision et si cette personne n'est pas satisfaite, elle peut la contester devant le Comité de révision de l'Ordre.

Le syndic a aussi un rôle de conciliateur, quand un client a un différend sur le montant des honoraires que lui réclame le membre de l'Ordre. Dans certains cas, il peut aussi jouer le rôle de médiateur dans le but de résoudre des conflits impliquant les membres à d'autres parties.

Comme nous le mentionnons dans le tableau ci-dessous, 8 dossiers furent déposés devant le Comité de discipline et 2 dossiers devant le Bureau selon l'article 55.1 du Code des professions. Les condamnations imposées par le Comité de discipline sont : 1 200 dollars d'amendes et 3 radiations pour quatre dossiers, quatre autres étant en délibération. Deux membres furent radiés par le Bureau selon l'article 55.1 du Code des professions.

Les deux dernières années furent des années de rattrapage pour le bureau du syndic comparativement à l'année précédente ou nous avions 14 dossiers en traitement, nous en avons 3 cette année et aucun dossier potentiel à déposer devant le Comité de discipline.

Le syndic préfère la prévention à la répression et il reçoit plusieurs centaines d'appels de membres (65%), de particuliers (10%) et d'organismes publics ou d'entreprises (25%) qui souhaitent avoir des informations sur des questions d'ordre déontologique ou réglementaire, pour vérifier si un membre est inscrit au tableau de l'Ordre ou s'il a été condamné par le Comité de discipline.

Syndics-adjoints :

Jacques Richer,
Adm.A.

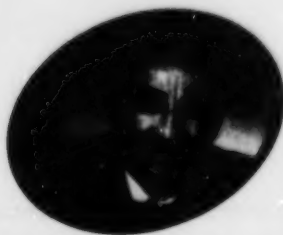
Alain J. Godbout,
Adm.A., FCMC

Nature des allégations

	Dossiers en traitement		
	1999-2000	Précédent	Total
Manque d'intégrité et/ou faute professionnelle	2	1	3
Fraude et/ou appropriation			
Abus de confiance			
Contestation d'honoraires			
Fausse représentation et/ou pratique illégitime			
Dossiers 55.1 en attente de jugement			
Total des dossiers en traitement	2	1	3

Résultats des enquêtes débütées et poursuivies au cours de l'exercice 1999-2000

	Dossiers traités		
	1999-2000	Précédent	
Lettre préventive			
Conciliations ou médiations		1	1
Plainte déposée comité de discipline	3	5	8
Dossiers déposés au Bureau 55.1 ou usurpation	1	2	3
Dossier 45.1	1	1	2
Comité de révision			
Comité d'arbitrage		1	1
Demandes d'enquête rejetée	2	6	8
Total des dossiers traités	8	15	23
Total des dossiers traités ou en traitement	10	16	26



Monsieur

Claude **LACASSE**

Adm.A., CMC

PRÉSIDENT

Dominique **Aubertin**,
Adm.A.Brigitte **Dupriez**,
Adm.A.Yvon **Goulet**,
Adm.A., CMCAndrée **Guy**,
Adm.A.L. Gilles **Levert**,
Adm.A.Robert **Viau**,
Adm.A. Pl. fin.

L'article 112 du Code des professions stipule que le Comité d'inspection professionnelle (CIP) surveille l'exercice de la profession, notamment par la vérification des dossiers, livres, registres, etc. ainsi qu'à la vérification des biens qui leur sont confiés par leurs clients. À partir d'une liste, approuvée par le Bureau, il peut nommer des inspecteurs pour l'assister. Le Comité fait enquête sur la compétence de tout membre de l'Ordre, et à cette fin, peut s'adjoindre des enquêteurs pour l'aider.

Rapport du président

Durant l'exercice 1999-2000, le CIP a tenu cinq rencontres en plus des communications téléphoniques nombreuses entre les membres et les diverses instances de l'Ordre.

Conscient de l'importance de l'exercice de la surveillance de la profession mais aussi du rôle que peuvent jouer d'autres instances de l'Ordre, le CIP a établi des relations plus formelles principalement avec le syndicat de l'Ordre. Ce dernier, rencontré à trois reprises, a échangé avec le CIP, sur des sujets d'intérêt commun dans le but d'instaurer une plus grande concertation entre les deux comités et d'assurer une meilleure protection du public.

Au niveau des réalisations, 250 questionnaires portant sur la connaissance des principes de saine gestion furent expédiés à des membres inscrits au tableau de l'Ordre en plus de la planification et de l'organisation de trente visites d'inspection incluant celles suggérées par le syndicat. Le Comité a effectué le suivi des questionnaires de l'année dernière (100 questionnaires). Le taux de réussite est de 80%.

Le Comité a mis en place trois groupes de travail : un premier pour développer et peaufiner les outils d'inspection afin de répondre plus adéquatement aux exigences de la loi; ce groupe compte des représentants de l'Est, du Centre et de l'Ouest-du-Québec. Un deuxième pour élaborer des politiques et des stratégies d'information aux membres concernant l'application du programme d'inspection professionnelle. Un troisième pour faciliter le travail de recrutement, de sélection et de formation de nouveaux inspecteurs et enquêteurs. À cet égard, le CIP a adopté une approche de déconcentration en faisant appel aux exécutifs

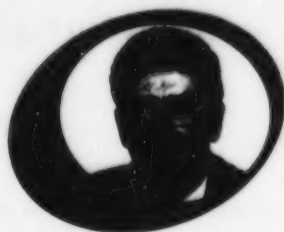
Comité d'inspection professionnelle

régionaux. Le CIP espère ainsi être plus présent et plus efficient.

Le Comité a avisé le Bureau afin de le sensibiliser à certaines situations particulières dont l'assurance responsabilité et la pratique de certains membres qui exercent la profession d'administrateur agréé en offrant directement des services au public.

Le CIP de l'Ordre, membre du Forum de l'inspection professionnelle du Conseil interprofessionnel du Québec, a participé aux activités du Forum et plus particulièrement à ses sessions de formation.

Au cours de la prochaine année le Comité continuera de travailler au développement des outils d'inspection avec les divers secteurs et les exécutifs régionaux. Le CIP expédiera 400 questionnaires en plus de procéder à une soixantaine de visites d'inspection. Le Comité compte également établir des relations plus formelles avec les autres instances de l'Ordre plus directement concernées par la protection du public.



Monsieur

Michel **COUTU**

F.Adm.A., CMC

PRÉSIDENT

Comité de la formation

Rapport du président

Suite à la nomination du nouveau président, les membres du comité se sont réunis à trois reprises au cours de l'exercice 1999-2000. La liste comparative des programmes de baccalauréat existants menant au titre d'administrateur agréé et leur contenu ayant été dressé, le comité s'est penché sur les résultats de la tournée de l'Administrateur de l'an 2000. Il en ressort que cette réflexion peut susciter beaucoup d'intérêt du côté des milieux universitaires et peut devenir un élément déclencheur pour provoquer des changements en établissant un profil de l'administrateur du troisième millénaire.

gramme de formation continue et tisser des liens avec de futurs partenaires. Le comité a adopté un plan d'actions permettant de créer de meilleurs liens de partenariat avec les universités et ainsi mieux préparer les futurs diplômés en administration à relever les défis de l'an 2000. Le comité a l'intention de rencontrer à très court terme les autorités des universités afin de s'assurer de l'intégration des besoins et des exigences pour devenir un administrateur agréé et faire le pont entre la théorie et la pratique professionnelle.

Les membres du comité ont émis leur opinion sur les travaux du groupe de travail sur la stratégie et sur les Entretiens Jacques Cartier.

Robin **Eley**,
représentant de la Conférence des recteurs
et des principaux des universités du Québec
(CRÉPUQ)

Guy **Major**,
représentant du ministère de l'Éducation

Pasquale **Pucella**,
représentant de la CRÉPUQ

Pierre **Landry**,
Adm.A., CMC, représentant de l'Ordre

Brigitte **Dupriez**,
Adm.A., représentant de l'Ordre

Comité de la formation

Le Comité a pour mandat « d'examiner dans le respect des compétences respectives et complémentaires de l'Ordre, des établissements d'enseignement universitaire et du ministère de l'Éducation, les questions relatives à la qualité de la formation des administrateurs agréés » et de faire rapport au Bureau de direction.

Les membres du comité sont d'avis qu'il faut élaborer un profil de compétences de l'administrateur agréé tenant compte du nouveau contexte, des P.S.G.G.R., de l'opinion de conformité et des éléments de spécialisation. Avec un tronc commun, l'Ordre serait en mesure de mieux orienter son inspection professionnelle, son pro-

Comité des normes professionnelles

Joseph M.B. **Beaupré**,
Adm.A., CMC

Jean J. **Bourret**,
Adm.A., CMC, EAF

Michel **Coutu**,
F.Adm.A., CMC

Jacques **Ostiguy**,
Adm.A., CMC

Daniel **Lafleur**,
Adm.A.

Jean **Robillard**,
Adm.A., CMC

Monsieur

Bernard **BRAULT**

F.Adm.A., CMC

PRÉSIDENT



Rapport du président

Au cours de l'année 1999-2000, les travaux du comité se sont limités à la révision des normes et principes publiés chez PUBLICATIONS CCH. Ces corrections qui précisent certaines normes, quant à leur application dans la pratique courante de gestion, seront disponibles à l'automne 2000.

Le Comité des normes professionnelles regroupe les mandats liés aux normes d'admission, aux examens, et est responsable des normes de la profession : PSGGR (Principes de Saine Gestion généralement reconnus).

E Perséphone **Cannone**
T Élisabeth **Normandeau**
 Membres nommées par l'Office

S Gérald **Duguay**,
 F.Adm.A.

E Claude **Rivard**,
 F.Adm.A., CMC

C Claude **Verville**,
 Adm.A.

T Jocelyne **Renaud**
 Secrétaire

E **U** **R** **S** ○



Monsieur
 Pierre **BERGERON**
 F.Adm.A., CMC
 PRÉSIDENT

Comité de révision

Le Comité de révision, après avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier et des pièces qui lui auront été transmis par le syndic, devra rendre son avis par écrit dans les 90 jours de la demande d'avis à cet effet (art. 123.4).

Selon l'article 123.5, le Comité de révision peut dans son avis :

1. Conclure qu'il n'y a pas lieu de porter plainte devant le Comité de discipline;
2. Suggérer au syndic ou au syndic adjoint ou correspondant de compléter son enquête;
3. Suggérer de référer le dossier au Comité d'inspection professionnelle;
4. Conclure qu'il y a lieu de porter plainte devant le Comité de discipline et suggérer le nom de la personne qui peut porter plainte.

Composition

L'article 123.3 du Code détermine la composition du comité. Le comité est composé d'au plus sept personnes nommées par le Bureau de l'Ordre. Au moins deux des personnes qu'il nomme sont choisies parmi les

administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec en vertu de l'article 78 ou parmi les personnes dont le nom figure sur une liste que l'Office peut dresser à cette fin. Le comité est composé de trois personnes dont au moins une est choisie parmi les administrateurs nommés par l'Office. Si le nombre de personnes le permet, le comité peut siéger en division de trois personnes dont au moins une est choisie parmi les administrateurs nommés par l'Office.

Rapport du président

Au cours de l'année 1999-2000, le Comité de révision fut saisi de deux demandes de révision au mois de juillet 1999. Dans le cas de la première cause, les membres du comité concluaient qu'il n'y avait pas lieu de porter une plainte devant le Comité de discipline et dans le cas de la seconde, elle fut retournée au bureau du syndic pour reprise de l'enquête.

Le Comité de révision a été créé lors de la réforme du Code des professions en 1994. Il a pour mandat de donner, à toute personne qui le lui réclame (et qui avait demandé au Syndic la tenue d'une enquête), un avis relativement à la décision du syndic de ne pas porter plainte.

Comité de la formation continue

Sophie **Bergeron**,
 Adm.A.

Farid **Ben Hassel**,
 Adm.A.

Andrée **Longpré**,
 Adm.A., CMC

André **Paccioni**,
 Adm.A.

Réjean **Ross**,
 Adm.A Pl.Fin.

Benoit **Pelland**,
 Adm.A.
 (Mandat terminé
 en septembre 1999)

Madame
 Isabelle **LIMOGES**
 Adm.A.
 PRÉSIDENTE



Mission du comité

Le Comité de formation continue est l'entité permanente de réflexion stratégique et d'action sur la formation continue qui œuvre en synergie avec les services professionnels afin d'assurer la mise à jour des compétences auprès des membres. Il agit à titre d'aviséur auprès du Bureau de direction sur tout point lié à la formation continue.

Rapport de la présidente

La formation continue constitue un outil de première importance pour assurer la protection du public et promouvoir le titre professionnel. Au cours des dernières années, le comité s'est doté de stratégies et outils permettant la promotion de la formation continue auprès de tous les membres de l'Ordre. Parmi les acquis du comité, citons : la fixation d'un nombre d'heures de formation recommandées par secteur / module ; une approche par bloc de compétences (compétences fondamentales, nouvelles tendances, compétences fonctionnelles, expertises sectorielles).

Fort de ces acquis, l'objectif principal pour l'année 1999-2000 a été la mise en place et la promotion d'une offre de formation continue de qualité. Plusieurs actions ont été entreprises à cet effet.

Ainsi, le comité a initié une réflexion visant le développement d'un calendrier de formation ciblé et de haut niveau. Un point marquant de cette réflexion a été la réalisation d'une étude de benchmarking sur les pratiques d'autres ordres professionnels au niveau de la formation continue. L'étude a permis de dégager certaines pratiques (par exemple, au niveau du partenariat entre organismes) qui orienteront le calendrier de formation continue pour la prochaine saison. La préparation d'une politique des formateurs, visant à mettre en place une forme d'assurance-qualité, constitue, pour nous, une piste d'action importante.

Le développement d'un calendrier de formation unique à l'ensemble des membres de l'Ordre a constitué une autre préoccupation du comité. À cet effet, des rencontres ont été tenues en septembre et en février avec les

représentants des secteurs et modules sur les besoins de leurs membres. Les représentants ont souligné l'importance pour le comité de centrer ses efforts sur la mise en place de formation sur les compétences fondamentales et les nouvelles tendances des organisations. En 2000-2001, le comité poursuivra ces consultations auprès d'autres instances de l'Ordre, tels le Comité d'inspection professionnelle, également préoccupé par la formation continue des membres.

De plus, le comité a résolu de maximiser les taux de participation aux activités de formation continue. Pour ce faire, il a entrepris une réflexion interne et une démarche de consultation auprès des membres de l'Ordre, afin de connaître les produits de formation les plus recherchés. Un sondage est en cours de préparation afin de doter le comité d'informations ciblées et actuelles sur la base desquelles un calendrier remanié sera proposé dès la prochaine saison. Dans le même esprit, l'analyse des déclarations de formation continue s'est poursuivie. Ainsi, la direction des services professionnels a compilé sur une base continue les informations transmises par les membres quant aux formations suivies au cours des douze (12) derniers mois. L'analyse réalisée dégage de nouvelles pistes d'action.

Le comité s'est interrogé sur la possibilité de créer des partenariats avec d'autres organismes pour offrir, par exemple, des formations conjointes. L'étude benchmarking a permis de réseauter avec certains partenaires potentiels. Ce réseautage s'accentuera au cours des prochains mois et permet d'entrevoir des activités conjointes en 2000-2001.

Le projet de Centre virtuel d'apprentissage continu (CVAC), débuté en février 1999 et appuyé par le comité, s'est poursuivi. Le CVAC est un système d'apprentissage ouvert fournissant un modèle pédagogique et une architecture informatique qui permet de diffuser plusieurs cours à distance par l'intermédiaire de l'Internet. La mise en place à grande échelle du cours « Améliorez votre efficacité avec les technologies de l'information », via le CVAC, est prévue pour septembre 2000.

En terminant, l'apport de tous les membres du comité mérite d'être fortement souligné. Je les remercie pour leur disponibilité et collaboration et souligne l'initiative de monsieur André Paccionni pour l'étude benchmarking. Je remercie les membres du Bureau de direction, ainsi que monsieur Pierre Landry et madame Brigitte Dupriez pour leur support continu.

Rapport de la présidente

Au cours de l'exercice 1999-2000, le comité a procédé à l'analyse de plusieurs règlements.

Règlement sur l'assurance de la responsabilité professionnelle

Une révision de ce règlement a été entamée afin de clarifier l'application de certains articles. Les principaux problèmes rencontrés portent sur la définition et la largeur de l'acte de l'administrateur agréé, l'interprétation des services dispensés par l'administrateur agréé au public, la situation particulière des secteurs de spécialité et de l'évaluation du risque et des coûts de couverture qui sont rattachés à l'obligation de détenir une assurance de la responsabilité professionnelle. Étant donné la complexité et les impacts de ce règlement, un comité de travail formé d'experts a été créé afin de procéder à une analyse approfondie de ce règlement et de ses impacts.

Règlements sur les conditions supplémentaires de délivrance de permis

Ce projet a fait l'objet d'une première publication dans la Gazette officielle du Québec en avril 1999. Ce règlement prévoit l'imposition d'un stage à l'entrée de l'Ordre. L'Office des professions a demandé à l'Ordre de justifier le choix de ces conditions supplémentaires.

Règlement sur les catégories de permis

L'Ordre des administrateurs agréés croit qu'en fonction de la spécificité des différentes pratiques des membres de l'Ordre, il s'avère nécessaire de créer des catégories de permis. L'Ordre appuyé par son conseiller juridique

a fait des représentations auprès de l'Office des professions afin de maintenir ce principe que les catégories de permis sont déterminées en fonction des activités professionnelles et qu'il n'est pas nécessaire d'exiger des diplômes différents pour chacune des catégories.

Règlement sur la comptabilité en fidéicommis

Une révision de ce règlement a été amorcée et revêt une importance capitale; notamment pour les planificateurs financiers, considérant la venue du Bureau des services financiers. Le dossier est toujours à l'étude à l'Office des professions.

Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation

Le projet de règlement a été acheminé à tous les membres de l'Ordre tel que stipulé à l'article 95.3 du Code des professions. L'Ordre est en attente des commentaires de l'Office des professions afin que le Bureau puisse procéder par la suite à son adoption.

Le travail entamé depuis deux ans afin de réviser l'ensemble de la réglementation est bien amorcé. Des difficultés d'interprétation ont retardé l'adoption de certains règlements mais les représentations de l'Ordre auprès de l'Office des professions afin d'accélérer le processus d'adoption devraient permettre l'entrée en vigueur au cours de la prochaine année de plusieurs règlements étroitement liés à la protection du public.

Comité de la réglementation

Le mandat du Comité de réglementation consiste à analyser les divers règlements de l'Ordre et à faire rapport au Bureau des modifications qu'ils seraient souhaitables d'y apporter afin que la réglementation de l'Ordre soit conforme à la pratique et aux nouvelles réalités de gestion des administrateurs agréés.



Monsieur
Jacques **MARTINEAU**
Adm.A., CMC
PRÉSIDENT

Secteur Conseil en management

CMC

Rapport du président

Voilà maintenant un bon bout de temps que votre conseil d'administration concentre ses efforts sur la recherche des meilleurs moyens pour revitaliser notre titre. Dans notre rapport de l'an dernier, nous vous exposons un programme en cinq points pour mieux cerner la problématique. En actualisant ce programme cette année, nous croyons avoir enfin à notre portée une solution concrète qui nous permettra de dynamiser notre secteur et de mettre enfin l'emphase sur le contenu professionnel auquel tous nos membres aspirent.

En fait, trois événements importants nous ont permis d'articuler notre approche : la fameuse Loi 87 qui vise à permettre à quiconque de porter le titre « conseiller en gestion », notre rapprochement important avec l'ACCM (Association canadienne des conseillers en management) et, finalement, notre participation active au questionnement de notre Ordre sur son fonctionnement, ses structures, ses finances.

À l'occasion de notre participation à la commission parlementaire pour la Loi 87, nous nous sommes rapprochés de plusieurs ordres professionnels qui aimeraient bien partager le titre de CMC et apporter une contribution active à la dynamique du conseil en gestion. De l'ACCM, où nous avons toujours une représentation au conseil d'administration, nous avons pris une position d'influence opérationnelle en y siégeant également à la vice-présidence du comité exécutif. De notre participation à la réflexion majeure de l'Ordre, nous en avons déduit l'essence de l'approche que nous vous proposons.

Cette approche, qui est aujourd'hui encore un concept et demeure à être formalisé, consiste à mieux distinguer deux aspects fondamentaux de notre membership. À titre de Adm.A., CMC, nous sommes à la fois des professionnels avec privilèges et obligations attachés au code des professions mais également des professionnels préoccupés par le domaine du conseil en management. Ce dernier aspect, c'est la partie « associative » de notre titre. Le concept sur lequel nous travaillons présentement est de mettre sur pied, de concert avec les professionnels du milieu, les ordres professionnels intéressés et l'ACCM, une association québécoise du conseil en management. Comme Adm.A., CMC, nous serions à la fois membres de l'Ordre et membres de cette nouvelle association qui se verrait confier, en complète autonomie, le rôle associatif, c'est-à-dire tous les services aux membres reliés spécifiquement au conseil en management. Ce regroupement pourrait également accueillir des membres intéressés par la profession mais qui ne sont pas accrédités comme CMC, tout comme le permet actuellement l'ACCM.

Chacun d'entre nous peut rapidement comprendre que ce virage est porteur d'une dynamique qui pourra revitaliser notre membership. Les prochains mois seront donc cruciaux et nous vous invitons tous à vous impliquer dans cette démarche.

Dans la même veine, j'aimerais terminer en remerciant de tout cœur tous les membres du conseil du secteur et nos collègues de la permanence de l'Ordre qui ont participé avec enthousiasme et générosité aux différentes activités du secteur.

Claude **Bégin**,
Adm.A., CMC
Président sortant

Jean **Bernier**,
Adm.A., CMC

Bernard **Brault**,
FAdm.A., CMC
remplacé par :

Gilles **Boyer**,
Adm.A., CMC

Michel **Côté**,
FAdm.A., FCMC
remplacé par :

Michel **Gimmig**,
Adm.A., FCMC

Jacques **Durand**,
Adm.A., CMC

Gilles **Normandeau**,
Adm.A., CMC

Georges **Panitchersky**,
Adm.A., CMC

Luc **Pinard**,
Adm.A., FCMC

Francine **Ruel-Héroux**,
Adm.A., CMC

Wilson **Saintelmy**,
Adm.A., CMC

Ngoc-Hung **Vu**,
Adm.A., CMC

Secteur Conseil

Le secteur Conseil en management a pour mandat de favoriser le plus haut niveau de qualité professionnelle des services de conseil en management au Québec. Il assure ainsi la protection du public en garantissant le respect de règles de conduite professionnelle strictes, en conformité avec le Code des professions. Enfin, il encourage le développement et la reconnaissance de la profession de conseiller en management, représenté par les initiales CMC.



Monsieur

Raymond LEPAGE

Adm.A. Pl.Fin.

PRÉSIDENT

Secteur Planification financière

Affilié à l'Association canadienne des planificateurs financiers



Titre P.F.C. / R.F.P.

Les Adm.A. comptent environ une centaine de Pl.Fin. détenant aussi le titre canadien P.F.C. (Planificateur financier certifié ou R.F.P. en anglais) géré par l'ACPF (Association canadienne des planificateurs financiers) auquel l'OAAQ est le seul organisme affilié québécois. Depuis l'implantation de la Loi 188, le secteur maintient son parrainage du titre P.F.C./R.F.P. lequel est reconnu le plus haut niveau de compétence au Canada en planification financière. Le secteur revendique auprès de la table de concertation en planification financière (regroupant les 4 ordres et le BSF) le droit des Pl.Fin. québécois d'utiliser des désignations canadiennes et internationales reconnues en planification financière, en les juxtaposant au titre Pl.Fin.

L'examen en français du P.F.C. / R.F.P. destiné aux candidat(e)s qui possèdent une solide expérience en planification financière intégrée, s'est déroulé en septembre et octobre 1999, à Montréal. Les résultats attestent du degré de difficultés, donc d'élitisme du titre de P.F.C. pour les planificateurs financiers.

Site Internet www.adma.qc.ca

Sous la gouverne d'Éric Gosselin, une équipe formée de nos permanents de l'Ordre et de pigistes, a complètement reconfiguré le contenu du site Internet du secteur Planification financière en l'harmonisant à l'ensemble du site de l'Ordre. Cette nouvelle vitrine virtuelle met à l'avant scène l'expertise des planificateurs financiers encadrés par l'Ordre et fait connaître davantage le titre de Adm.A. Pl.Fin. auprès du grand public.

De plus, les coordonnées de nos membres y sont publiées et des liens ont été créés avec d'autres organismes, institutions, gouvernements ou entreprises

Le secteur Planification financière de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec a pour mission de garantir la protection au public notamment en assurant la compétence des administrateurs agréés en planification financière. En décernant le titre professionnel Adm.A. Pl.Fin. reconnu par la loi, il propose des règles professionnelles rigoureuses à ses membres, un encadrement et une formation continue pour chaque membre prodiguent un service-conseil de haut calibre.

Rapport du président

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi 188, le 1^{er} octobre 1999, notre membership s'est accru considérablement pour atteindre 714 membres au 31 mars 2000.

Beaucoup de nouveaux postulants joignent les rangs parce que les Adm.A. (Pl.Fin.) visent à être les leaders en planification financière. Leur standard minimum de formation étant un baccalauréat, les règles déontologiques en vigueur, le programme de formation continue avancée (min. de 35 h./an), l'inspection professionnelle et tout l'encadrement juridique du Code des professions du Québec, confèrent aux Adm.A. (Pl.Fin.) une notoriété en planification financière.

Mise en vigueur de la Loi 188

En décembre 1999, le BSF (Bureau de services financiers) a paraphé une entente d'une durée d'un an échéant le 30 septembre 2000, avec chacun des 4 ordres (Adm.A., C.A., CGA et les notaires) parmi les six ordres professionnels pouvant encadrer la discipline « planification financière ». Cette entente confirme à nouveau la pérennité de l'Ordre et précise certaines règles : fonds d'indemnisation, formation continue, professions incompatibles et autres titres similaires à celui de Pl.Fin.

Claude Boisvenue,

Adm.A. Pl.Fin.

Président sortant

Membres du comité exécutif :

Katherine Aziz,

Adm.A. Pl.Fin.

V.P. Exécutive et responsable auprès de l'ACPF,

Richard Renaud,

Adm.A. Pl.Fin.

V.P. Développement professionnel

Éric Gosselin,

Adm.A. Pl.Fin.

V.P. Service aux membres,

Gaétan Veillette,

Adm.A. Pl.Fin.

V.P. Communications.

Représentant au bureau de direction

Robert Frances,

Adm.A. Pl.Fin.

Représentant au C.A. de l'IQPF

Gaétan Veillette,

Adm.A. Pl.Fin.

Directeurs:

Roxanne Cléroux,

Adm.A. Pl.Fin.

Hélène Gagné,

Adm.A. Pl.Fin.

Marc Le Sieur,

Adm.A. Pl.Fin.

Jean-Georges Vaillant,

Adm.A. Pl.Fin.

Comité de planification stratégique:

Katherine Aziz,

Adm.A. Pl.Fin.

Robert Frances,

Adm.A. Pl.Fin.

Éric Gosselin,

Adm.A. Pl.Fin.

Raymond Lepage,

Adm.A. Pl.Fin.

reliés à la planification financière. Le site permet une plus grande efficacité pour la gestion des activités et la communication entre les membres et l'Ordre.

3^e édition de la Semaine nationale de la Planification financière : octobre 1999

Le programme de 11 séminaires publics de la 3^e édition de la Semaine de la Planification financière, du 4 au 9 octobre 1999, a été établi en étroite collaboration avec quatre universités québécoises : Laval, Sherbrooke, Concordia et l'UQAM.

La thématique « A Blueprint for Living / L'avenir commence par un plan » illustre le rôle du planificateur financier et le but de cette semaine qui était d'informer le public de la nécessité d'une saine planification financière. Le dépliant « Auto-diagnostic de ma santé financière » a été utilisé pour toutes les communications au sujet de la semaine nationale. Le montage multimédia exclusif aux Adm.A. (Pl.Fin.) intitulé « La planification financière : une approche professionnelle » a été mise à jour spécialement pour cette 3^e semaine. Le visionnement du montage permet aux consommateurs de mieux comprendre l'approche de l'Adm.A. (Pl.Fin.) et sensibilise davantage le public sur l'importance d'une bonne planification financière pour préparer son avenir.

Le partenariat avec les universités a permis de développer une relation mutuelle fort constructive. Il démontre une recherche de rapprochement. Le comité de la 3^e semaine nationale était formé de: Gaétan Veillette, coordonnateur, Katherine Aziz, Hélène Bronsard, Éric Gosselin, François Morency et Richard Renaud.

Prise de position publique

En octobre 1999, les Adm.A. (Pl.Fin.) ont publié un nouveau communiqué

réitérant les trois prises de positions du secteur Pl.Fin.: insaisissabilité des REÉR, accroissement du contenu étranger au REÉR et la distribution des fonds distincts par des représentants détenant un titre en valeur mobilière. Le fruit de ces démarches fut confirmé par le budget fédéral de février 2000 qui relevait le contenu étranger au REÉR jusqu'à 30% et par le BSF qui a modifié les règles de formation de base des représentants en fonds distincts laquelle est maintenant équivalente à celle des représentants en épargne collective. Néanmoins, l'insaisissabilité de tous les régimes de retraite reste un cheval de bataille du secteur.

86h/an de formation continue

Toujours soucieux du développement professionnel de ses membres, le secteur a tenu six petits déjeuners-causeries sous l'égide de Richard Renaud, v.p.-Développement professionnel. Chaque activité de formation incluait une documentation de référence pratique visant à bien conseiller les clients. La gamme de sujets des petits déjeuners couvrait les principales préoccupations des Pl.Fin.: impact juridique relié au bogue de l'an 2000 pour un Pl.Fin., stratégies de prospection de clientèle, analyse d'une assurance-vie universelle, les véhicules financiers (REÉR, FRV, CRI et saisissabilité), stratégies de pertes d'emplois, aspects juridiques et fiscaux d'un travailleur autonome.

Tandis que le colloque annuel du 28 octobre 1999 sous le thème « Expertise distinctive du prochain millénaire » a traité des fraudes fiscales et d'une étude de cas.

Charte de compétence

Notre secteur s'est doté d'une charte de compétence conçue par des groupes de travail sous la gouverne de l'animateur Pierre Morin. Chaque membre a reçu en

juillet 1999 une première ébauche de cette charte qui poursuit plusieurs objectifs : orienter la formation de nos membres, définir les compétences nécessaires pour les membres, supporter les revendications des Adm.A. (Pl.Fin.) lors des négociations ou les projets de lois (ou règlements), affirmer le leadership des Adm.A. (Pl.Fin.) en terme de compétence en planification financière et aider les membres Adm.A. (Pl.Fin.) à auto-diagnostiquer leur pratique professionnelle.

Des discussions ont été entamées avec le comité d'inspection professionnel afin d'établir des outils spécifiques à la planification financière en se basant notamment sur la charte de compétence.

Le secteur a relevé des défis stimulants et connu une année fructueuse pour consolider l'implantation de la Loi 188. Les énergies déployées par l'ensemble des comités ont porté fruit en renforçant la notoriété des planificateurs financiers de l'Ordre.

E Administrateurs

T Samir Bachir,
Adm.A.S Claudia Di Renzo,
Adm.A.E Christiane Guimond,
Adm.A.C Marie-Claire Hofer,
Adm.A.T L. Gilles Levert,
Adm.A.U Jules Mercier,
Adm.A.S Brent James Muir,
Adm.A.Jacques F. Paquet,
Adm.A.Daniel Pinard,
Adm.A.Claude Sévigny,
Adm.A.Président de la région
de QuébecJean Richard,
Adm.A.

Le secteur Immobilier s'assure, par l'encadrement de ses membres, d'offrir au public, des services de gestion et de consultation compétents dans le domaine de l'activité immobilière. Pour ce faire, l'Ordre réglemente la conduite professionnelle des membres du secteur, par le biais du Code des professions, en maintenant des règles de déontologie et des normes de pratique professionnelle élevées et en favorisant l'accroissement de leurs aptitudes professionnelles en matière de gestion ou de consultation immobilière. Le secteur assure également une représentation adéquate du monde de l'immobilier auprès des trois paliers gouvernementaux afin que toute législation affectant l'activité immobilière respecte la transparence et l'équité, deux des principes fondamentaux de la saine gestion.

Rapport du président

Au moment de la rédaction du rapport du président en 1999, nous vous faisons part de plusieurs projets en gestation au sein du secteur et j'ai le plaisir, cette année, de vous annoncer

Monsieur

Claude BOISVERT

Adm.A.

PRÉSIDENT

des résultats concrets à ces démarches. À ce chapitre, 1999-2000 aura été une période de développement pour le secteur. Les efforts déployés au cours des dernières années ont commencé à porter fruits, la preuve en est dans les réalisations suivantes.

Entente de partenariat

Le secteur Immobilier a signé une entente finale avec l'Association des gestionnaires immobiliers accrédités du Québec. Cette entente est l'heureuse issue de plusieurs mois de discussions, d'échanges et de négociations. La complémentarité des vues entre l'Ordre et l'Association concernant le souci d'élever la qualité des professionnels au service du public a grandement facilité les négociations. C'est donc avec plaisir que je souhaite officiellement la bienvenue à ces nouveaux membres. L'effectif du secteur s'accroît sensiblement d'un bassin de membres de qualité et, plus que jamais, nous pouvons être reconnu comme le regroupement le plus représentatif de spécialistes de la gestion immobilière au Québec.

Bourse d'études en immobilier

Cette année, nous avons eu le privilège de recevoir du Conseil des gouverneurs une bourse du Fonds de bourses d'affaires de 5 000 \$ destinée à subventionner le travail d'un étudiant de deuxième cycle en immobilier. Cette bourse servira à documenter une recherche exhaustive sur la profession de l'administration et la gestion immobilière au Québec. Le résultat de cette recherche sera notamment utile pour tracer un portrait précis de notre membership et identifier les titres professionnels dans le marché. Le comité du secteur de Québec a aussi remis, au nom du secteur Immobilier, une bourse d'un montant de 1 000 \$.

Bulletin immobilier

Nous avons publié, cette année, trois numéros du bulletin Immobilier. Il est essentiel de continuer à nous faire vos commentaires quant au contenu de ce bulletin, lien privilégié de communication avec nos membres.

Normes de pratique professionnelle

Les normes de pratique ont reçu l'approbation finale du conseil d'administration du secteur et sont déposées au Bureau pour approbation. Cet outil indispensable se veut un complément pour faciliter le travail du Comité d'inspection professionnelle. Rédigées par des spécialistes de tous les domaines d'expertise du

Secteur Immobilier

secteur, ces normes s'assurent, entre autres, de déterminer les critères que doivent respecter les membres dans l'exercice de leurs fonctions. Collées à la réalité, en respect de la protection du public, ces normes contribuent à renforcer auprès de l'Office des professions le haut niveau de qualité exigé par l'Ordre.

Règlements du secteur Immobilier

Le secteur a finalisé la rédaction des règlements spécifiques à notre secteur. Une copie de ces règlements a été expédiée à chacun des membres pour adoption en assemblée générale annuelle. Les règlements balisent les modalités de fonctionnement des différentes instances du secteur et s'ajoutent à la liste des structures à la disposition du secteur pour s'assurer d'une différence pour les décisions à venir. Comme toute autre forme de règlement, il va sans dire que l'environnement en mutation dans lequel évolue notre profession, contribuera à faire évoluer ces règlements dans le même courant.

Activités de formation
et d'information

Le secteur a tenu un colloque en mai 1999, jumelé à l'assemblée générale annuelle, le thème portait sur la préparation de l'industrie en vue des retombées du passage de l'an 2000. Nous pouvons aujourd'hui souligner que les problèmes appréhendés par notre industrie ne se sont aucunement manifestés. Par contre, la préparation sérieuse a grandement aidé à rassurer les intervenants sur l'importance accordée à la prévention.

Un sondage a été préparé afin de nous aider à déterminer les besoins en matière de formation continue. Prochainement, un comité se mettra à l'œuvre afin de cibler quels programmes de formation offerts sur le marché correspondraient les plus adéquatement aux besoins exprimés.

J'aimerais terminer en remerciant tous les membres du secteur pour leur appui et le personnel de la permanence pour leur collaboration et le professionnalisme démontré dans le support à l'organisation des activités du secteur. Enfin, un merci spécial est adressé aux membres du conseil d'administration qui investissent beaucoup de leur précieux temps pour s'assurer du rayonnement du secteur Immobilier de l'Ordre.



Monsieur
Daniel ADAM
Adm.A., CHE
PRÉSIDENT

Cette entente permet aux membres certifiés du Collège canadien (titre de CHE) d'adhérer moyennant certaines conditions à l'Ordre des administrateurs agréés du Québec et de détenir également le titre d'Adm. A. Inversement, les membres de l'Ordre qui œuvrent dans le domaine de la santé peuvent adhérer au Module Santé et ainsi obtenir moyennant également certaines conditions le titre de CHE.

L'objectif principal du module Santé vise à regrouper les gestionnaires du domaine de la santé afin de maintenir et de faire reconnaître la qualité de la profession.

Le module Santé a été mis sur pied en 1998-1999 et a tenu sa première assemblée annuelle le 20 mai 1999 au cours de laquelle a eu lieu la formation du Comité exécutif composé de la prési-

Module Santé

dence, de deux vice-présidences (Montréal et Québec) pour la formation et le perfectionnement, d'une vice-présidence recrutement et communications, de cinq conseillers et de la représentante du Québec au Conseil d'administration du Collège canadien.

À la fin de l'année, le module Santé compte 71 membres. Cinq réunions ont été tenues au cours de l'année. Les réunions ont surtout servi à mettre sur pied les différents comités, prévoir des sessions de formation et organiser le recrutement.

Nous prévoyons pour l'année 2000-2001 consolider nos activités de formation continue et d'intensifier le recrutement de nouveaux membres afin que le module Santé devienne un secteur au sein de l'Ordre.

- Caroline E. Babir,
CHE
- Jack Benzaquen,
Adm.A.
- Richard Boucher,
CHE
- Louis Charlebois
- Pierre Landry,
Adm.A., CMC
- Catherine Maillé,
Adm.A., CMC, CHE

Rapport du président

Le module Santé de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec existe en vertu d'une alliance stratégique entre le Collège canadien des directeurs de services de santé et l'Ordre.

Module d'expertise en franchisage et partenariat

- Jean J. Bourret,
Adm.A., EAF, CMC
- Claude Mireault,
Adm.A., EAF
- Donald O'Hara,
Adm.A.
- Alain Villeneuve,
Adm.A., EAF

Le module du franchisage regroupe des conseillers ou des gestionnaires. Son principal mandat est de développer l'encadrement de la pratique professionnelle des administrateurs agréés qui ont reçu du Conseil national des franchiseurs et du partenariat (CNFP), l'accréditation d'expert en franchisage, d'assurer l'animation et de coordonner les activités du module d'expertise.

Le module décerne le titre de EAF (expert accrédité en franchisage) en concertation avec l'Association québécoise du franchisage (AQF) et le Conseil national de la franchise.

Rapport

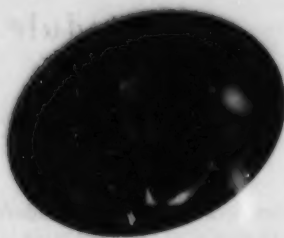
L'année se termine sous le thème « Les EAF en voie de devenir » et ce, dans l'aboutissement d'un travail fait en étroite collaboration avec le Conseil national de la franchise et du Conseil national des franchiseurs et du partenariat (CNFP) ainsi que de la direction de l'Ordre.

En substance, le CNFP dont la mission est de promouvoir l'industrie de la franchise au Québec, le faisait sous forme de séminaire et par la vente de publications. En ajout à ces activités, le conseil d'administration a approuvé la direction d'un plan d'affaires, lequel proposait une offre de services complets en matière de ressources professionnelles. Donc, les EAF vont devenir les ressources-contacts pour l'exécution des mandats via le CNFP, puisque le Conseil a également approuvé que seuls des experts accrédités seraient les personnes ressources comme référence du CNFP.

Monsieur
Gérald IMBEAULT
Adm.A., EAF
COORDONNATEUR



Donc, des perspectives d'affaires pour nos membres, une occasion concrète de recruter de nouveaux experts. Un communiqué sera envoyé à tous nos membres dans les prochaines semaines pour leur faire part de cet heureux dénouement. Une réunion annuelle devrait suivre à l'automne sous un thème aussi répercutant que : « Les EAF, des ressources incontournables dans l'industrie du franchisage. » Des remerciements sont adressés à tous les intervenants dans ce dossier.



Monsieur

Gabriel SAVARD
F.AdM.A., FCMC
PRÉSIDENT**Comité de gestion du Fonds
de bourses d'affaires****Pierre Bergeron,**
F.AdM.A., CMC**Denis Cassista,**
F.AdM.A.**Gérald Duguay,**
F.AdM.A.**Pierre Landry,**
Adm.A., CMC**Claude Rivard,**
F.AdM.A., CMC

Le Fonds de bourses d'affaires résulte d'un partenariat exceptionnel entre l'Ordre, le milieu des affaires ainsi que des organismes publics et parapublics. Le Gala de l'Administrateur représente l'activité exclusive de collecte annuelle du Fonds dont les surplus sont versés en totalité à celui-ci.

Le Fonds de bourses d'affaires a pour mission de soutenir l'excellence académique, l'innovation professionnelle et l'esprit entrepreneurial. Son programme de bourses vise à reconnaître le mérite des étudiants inscrits à l'Ordre et des professionnels de la gestion membres de l'Ordre. Son capital est investi dans un portefeuille de placements dont la gestion est confiée au Conseil des gouverneurs de l'Ordre. Seul l'usufruit peut être utilisé et ce, uniquement sous forme de bourses d'études ou d'affaires. La remise des bourses aux récipiendaires d'effectue lors d'une activité spéciale de l'Ordre.

Rapport du président

Au cours de l'année 1999-2000, le Fonds de bourses d'affaires a remis plus de 20 000 \$ à des étudiants de premier et de deuxième cycle répartis à travers les universités québécoises. Ces bourses sont décernées annuellement dans le cadre d'ententes de réciprocité avec ces universités, à des étudiants émérites en sciences administratives.

Grâce à un partenariat avec Développement économique Canada, le Fonds de bourses d'affaires remet annuellement une bourse de 10 000 \$. L'entente pour la « Bourse exportation Canada » est établie sur une durée de trois années et doit se poursuivre jusqu'en l'an 2000. La bourse 1999 n'a pas été remise, faute de candidatures. Cependant, une demande de prolongation jusqu'en 2001 a été faite et obtenue afin de pouvoir reporter la remise de cette deuxième bourse.

Pour une troisième année consécutive, l'Ordre remettait une bourse de 10 000 \$ dans le cadre du Prix du livre d'affaires PricewaterhouseCoopers. Cette bourse décernée par l'Ordre des administrateurs agréés du Québec est remise à l'auteur du meilleur livre en rapport avec la gestion rédigé au Québec.

En 1998, le Fonds de bourses d'affaires d'associait au Fonds de solidarité FTQ, à Développement économique Canada - Région du Québec, à Bell Canada, à Hydro-Québec et à PricewaterhouseCoopers afin de créer, à l'École des HEC, la Chaire de développement et de relève de la PME. La mission de la chaire consiste à assurer la continuité et le développement durable des PME québécoises en offrant un soutien accru à nos jeunes entrepreneurs et administrateurs afin de consolider la relève.

Le Fonds de bourses d'affaires s'est engagé à verser, sur une période de cinq ans, 250 000 \$ à même les sommes générées par le Gala de l'Administrateur.

LE GALA DE L'ADMINISTRATEUR

Grâce à la générosité des commanditaires et la participation des invités, le onzième gala qui se tenait le 21 mai 1999 aura permis de verser au Fonds de bourses d'affaires près de 85 000 \$.

C'est au cours de cette soirée que le Prix Dimensions fut remis à monsieur Jocelyn Proteau, Adm.A., président et chef de la direction de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec. Cet honneur lui fut remis pour souligner l'excellence de l'ensemble de ses réalisations dans le domaine de la gestion.

I Membres du comité:

Francis **Carpentier**,
Adm.A., CMCJean **Falardeau**,
Adm.A.André **Fortier**,
Adm.A.Robert **Gravel**,
Adm.A., CMCClaire **Salman**,
Adm.A. Pl.Fin.

S

Madame

Renée **GAGNON**

Adm.A.

RESPONSABLE DU

COMITÉ ORGANISATEUR

Comité organisateur de
la remise des permis

Le vendredi 5 novembre dernier, se tenait au Château Frontenac de Québec une activité provinciale, importante pour l'Ordre. En effet, le comité organisateur a concocté une nouvelle formule dynamique pouvant intéresser tous les membres. Débutant par une journée complète de formation, entrecoupée d'un déjeuner-conférence et d'un cocktail, le tout se clôturant par la Soirée Hommages au cours de laquelle se déroulait la traditionnelle remise de permis.

La formation, dans la continuité de la réflexion du printemps dernier sur l'administrateur de l'an 2000 et habilement animée par Francis Carpentier, Adm.A., CMC, a réuni comme conférenciers, des personnalités du monde de l'enseignement et des affaires qui ont exprimé leur vision du « Savoir », du Savoir-faire, du Savoir-être et du Savoir-vivre. De façon unanime, ces compétences sont reconnues requises pour assurer l'avenir de toutes organisations. Chaque exposé a permis des échanges constructifs entre la centaine de membres présents.

Lors du déjeuner-conférence, monsieur François Tavenas, recteur de l'Université Laval a entretenu les membres sur « Les Savoir(s) de demain », nous démontrant la complexité et les ajustements technologiques que ces changements impliquent pour les maisons d'enseignement.

C'est dans le magnifique décor de la Salle de bal du Château Frontenac sous le thème : « Intégrer pour grandir » qu'avait lieu la Soirée Hommages proprement dite, sous la présidence d'honneur de monsieur Jacques Valotaire, président et chef de la direction d'ING Groupe Commerce. Le spectacle offert dans la soirée

relatait des événements marquants, vécus par l'Ordre depuis 1954, année de sa création en parallèle avec ceux survenus sur le plan national et international jusqu'à ces derniers jours du siècle qui s'achevait.

Les nouveaux administrateurs agréés étaient accueillis chaleureusement par d'ex-présidents ayant servi l'Ordre au cours des 45 ans d'histoire de l'Ordre. Signature du livre d'or, photographie officielle pour immortaliser cet événement et félicitations offertes par madame Linda Goupil, ministre responsable de l'Office des professions, invitée à la table d'honneur, confirmaient leur intégration parmi leurs pairs.

C'est également au cours de cette soirée qu'étaient remis des prix Reconnaissance et le prix du Conseil interprofessionnel du Québec. Le tout s'est terminé par une soirée dansante qu'a su animer l'orchestre présente tout au long de la soirée.

Bravo et merci aux membres du comité pour leur grande générosité et leur contribution ainsi que pour les personnes nous ayant secondé à la permanence. Merci aux membres et commanditaires qui ont rendu cette fête possible. Merci aux participants tant sur la scène que dans la salle et à tous ceux qui ont collaboré au succès de l'événement.

Louis A. Tanguay,
F.AdM.A.
Président sortant

Claude Béland,
F.AdM.A.

Pierre Bergeron,
F.AdM.A.

Gérard-J. Blondeau,
Adm.A.

René Bronsard,
Adm.A.

Lucien Brosseau,
F.AdM.A.

Michel Côté,
F.AdM.A., FCMC

Gérald Duguay,
F.AdM.A.

Jean C. Gaudet,
F.AdM.A., CMC

Cyrille Légaré,
Adm.A.

André Mignault,
Adm.A.

Robert P. Morin,
F.AdM.A.

Jacques Pampalon,
Adm.A.

Claude Rivard,
F.AdM.A., CMC

Paul Rocheleau,
Adm.A.

Gabriel Savard,
F.AdM.A., FCMC

Paul J. Thériault,
F.AdM.A.

Madame

Nycol **PAGEAU-GOYETTE**

Adm.A.

PRÉSIDENTE

Conseil des gouverneurs

Le Conseil des gouverneurs est composé des anciens présidents de l'Ordre. Le principal mandat qui lui est confié consiste à gérer le Fonds de bourses d'affaires. De plus, les membres du Conseil font des recommandations aux présidents et dirigeants de l'Ordre sur toutes les questions soumises à son attention. Il apporte également son appui et celui de ses membres à la réalisation de la mission de l'Ordre.

Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, le Conseil des gouverneurs s'est réuni à deux reprises, le 21 mai et le 5 novembre 1999. C'est lors de la réunion du mois de mai que les membres du Conseil des gouverneurs ont pris connaissance du bilan financier du Fonds de bourses d'affaires. Le programme de bourses fut également révisé et les membres du Conseil des gouverneurs ont fait la recommandation aux membres du Bureau de direction de l'adopter tel que déposé. Les membres du Conseil ont également été informés des différents dossiers de l'année ainsi que du plan d'action de l'Ordre.

Au cours de l'assemblée de l'automne, les membres du Conseil des gouverneurs ont procédé à l'instauration d'un comité spécial chargé de la gestion du Fonds de bourses de l'Ordre. Les affaires courantes de l'Ordre ont également été présentées aux membres du Conseil. Les gouverneurs ont procédé à l'analyse de la situation financière et ont discuté de la politique de placement et accumulation au Fonds.

Aux membres de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec

Nous avons vérifié le bilan de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec au 31 mars 2000 et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Paul Amis, Président

Société en nom collectif
Comptables agréés

Montréal, le 10 mai 2000

Résultats

Exercice terminé le 31 mars 2000

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Fonds bourses d'affaires	Fonds secteur pl. financière	Fonds I.C.S.A.	2000 Total	1999 Total
PRODUITS							
Cotisations	1 179 498 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 179 498 \$	1 223 734 \$
Cotisations versées							
Institut des conseillers en management du Canada	(49 777)	-	-	-	-	(49 777)	(53 299)
Association canadienne des planificateurs financiers	(23 595)	-	-	-	-	(23 595)	(21 659)
Conseil interprofessionnel du Québec	(12 461)	-	-	-	-	(12 461)	(12 698)
	1 093 665	-	-	-	-	1 093 665	1 136 078
Droits d'admission	77 166	-	-	-	-	77 166	95 847
Commandites	27 900	-	118 519	-	-	146 419	156 155
Formation continue	29 896	-	-	-	-	29 896	39 211
Amendes et frais exigibles	2 800	-	-	-	-	2 800	61 437
Publications	8 217	-	-	-	-	8 217	19 264
Activités annuelles	22 945	-	145 271	-	-	168 216	221 801
Intérêts et dividendes	7 710	3 282	40 223	2 549	315	54 079	62 175
Subventions	62 975	-	-	-	-	62 975	-
Administrateur 2000	1 571	-	-	-	-	1 571	15 900
Congrès national	-	-	-	-	-	-	76 185
Honoraires de gestion	12 608	-	-	-	-	12 608	8 696
Divers	9 277	-	-	-	-	9 277	12 368
Gain sur cession de placements	-	-	5 816	-	-	5 816	-
	1 356 730	3 282	309 829	2 549	315	1 672 705	1 905 162
CHARGES							
Salaires et avantages sociaux	510 793	-	-	-	-	510 793	511 165
Honoraires professionnels	70 418	-	-	-	-	70 418	98 798
Frais de voyage et de représentation	21 445	-	-	-	-	21 445	24 758
Formation du personnel	8 724	-	-	-	-	8 724	6 082
Loyer et charges communes	118 309	-	-	-	-	118 309	98 159
Taxes et assurances	21 670	-	-	-	-	21 670	19 112
Amortissement - immobilisations	34 551	-	-	-	-	34 551	31 530
Frais de gestion	-	-	12 608	-	11 388	23 996	8 696
Partenariat - Chaire HEC	-	-	50 000	-	-	50 000	50 000
Frais de bureau et location d'équipement	115 398	-	1 500	-	-	116 898	107 332
Télécommunications et frais d'envoi	78 635	-	-	-	-	78 635	66 004
Frais financiers	13 120	-	-	-	-	13 120	16 159
Bureau et comités	82 024	-	-	-	-	82 024	59 341
Activités professionnelles et discipline	70 679	-	-	-	-	70 679	122 576
Information et promotion	43 829	-	-	9 474	-	53 303	107 865
Publications	33 132	-	-	-	-	33 132	71 273
Activités régionales et secteurs	33 914	-	-	-	-	33 914	44 056
Bourses	-	-	43 250	-	-	43 250	39 750
Administrateur 2000	14 664	-	-	-	-	14 664	10 577
Activités annuelles	52 907	-	180 370	-	-	233 277	224 881
Perte sur cession de placements	-	4 892	-	-	-	4 892	-
Divers	-	-	5 435	-	-	5 435	5 251
Études et recherche	59 200	-	-	-	-	59 200	-
	1 383 412	4 992	293 163	9 474	11 388	1 702 329	1 723 365
RÉSULTATS D'OPÉRATIONS	(26 682)	(1 610)	16 666	(6 925)	(11 073)	(29 624)	181 797
ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS (Note 3)	(59 385)	-	-	-	-	(59 385)	-
RÉSULTATS EXCÉDENTAIRES (DÉFICITAIRES)	(86 067) \$	(1 610) \$	16 666 \$	(6 925) \$	(11 073) \$	(89 009) \$	181 797 \$

Évolution des soldes de fonds

Exercice terminé le 31 mars 2000

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Fonds bourses d'affaires	Fonds secteur pl. financière	Fonds I.C.S.A.	2000 Total	1999 Total
SOLDE DE FONDS AU DÉBUT							
Solde déjà établi	11 516 \$	59 768 \$	640 542 \$	59 805 \$	- \$	771 631 \$	586 019 \$
Redressements affectés aux exercices antérieurs (Note 4)	30 557	-	-	-	-	30 557	34 372
Solde redressé	42 073	59 768	640 542	59 805	-	802 188	620 391
Contributions	-	-	-	-	-	30 625	30 625
Résultats excédentaires (déficitaires)	(86 067)	(1 610)	16 666	(6 925)	(11 073)	(89 009)	181 797
SOLDE DE FONDS À LA FIN	(43 994) \$	58 158 \$	657 208 \$	52 880 \$	19 552 \$	743 804 \$	802 188 \$

Fonds d'administration

	Non affecté	Investissement en immobilisations	2000 Total	1999 Total
SOLDE DE FONDS AU DÉBUT				
Solde déjà établi	(84 774) \$	96 290 \$	11 516 \$	(31 105) \$
Redressements affectés aux exercices antérieurs (Note 4)	-	30 557	30 557	34 372
Solde redressé	(84 774)	126 847	42 073	3 267
Résultats excédentaires (déficitaires)	(51 516)	(34 551) ⁽¹⁾	(86 067)	185 117
Virements interfonds				
Contribution au fonds de bourses d'affaires	-	-	-	(136 311)
Contribution au fonds d'indemnisation	-	-	-	(10 000)
Acquisition d'immobilisations	(59 392)	59 392	-	-
SOLDE DE FONDS À LA FIN	(195 682) \$	151 688 \$	(43 994) \$	42 073 \$

Amortissement = 34 551 \$

Bilan

Au 31 mars 2000

	Fonds d'administration	Fonds d'immobilisation	Fonds bourses d'affaires	Fonds secteur pl. financière	Fonds I.C.S.A.	2000 Total	1999 Total
ACTIF							
ACTIF À COURT TERME							
Encaisse (Note 5)	187 844 \$	4 711 \$	78 867 \$	52 880 \$	8 990 \$	333 292 \$	360 812 \$
Dépôts à terme, 3,6 % à 4,6 %	-	-	-	-	21 635	21 635	-
Débiteurs (Note 6)	182 428	11 952	14 254	-	-	208 634	404 352
Frais payés d'avance	109 606	-	-	-	-	109 606	45 558
Stocks	2 675	-	-	-	-	2 675	-
Placements réalisables à court terme	-	-	41 200	-	-	41 200	112 508
	482 553	16 663	134 321	52 880	30 625	717 042	923 230
PLACEMENTS (Note 7)	-	41 495	541 941	-	-	583 436	487 254
IMMOBILISATIONS (Note 8)	151 688	-	-	-	-	151 688	126 847
	634 241 \$	58 158 \$	676 262 \$	52 880 \$	30 625 \$	1 452 166 \$	1 537 331 \$
PASSIF							
PASSIF À COURT TERME							
Créditeurs (Note 10)	135 852 \$	- \$	14 054 \$	- \$	11 073 \$	160 979 \$	237 969 \$
Cotisations perçues d'avance	471 001	-	-	-	-	471 001	478 358
Produits reportés	71 382	-	5 000	-	-	76 382	18 816
	678 235	-	19 054	-	11 073	708 362	735 143
SOLDES DE FONDS							
Non affectés	(195 682)	58 158	657 208	52 880	19 552	592 116	675 341
Investis en immobilisations	151 688	-	-	-	-	151 688	126 847
	(43 994)	58 158	657 208	52 880	19 552	743 804	802 188
	634 241 \$	58 158 \$	676 262 \$	52 880 \$	30 625 \$	1 452 166 \$	1 537 331 \$

POUR LE BUREAU DE DIRECTION


Le président,
Michel Côté, F.Adm.A., FCMC

Le vice-président Finances
Denis Cassista, F.Adm.A.

1. Identification et secteur d'activité

L'Ordre des administrateurs agréés du Québec, un organisme sans but lucratif, a été constitué en 1954 et est régi depuis 1973 en vertu du Code des professions c. C-26. L'Ordre des administrateurs agréés du Québec administre les fonds suivants : fonds d'administration, fonds d'indemnisation, fonds de bourses d'affaires, le fonds du secteur de la planification financière et le fonds I.C.S.A. L'Ordre n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) Comptabilité par fonds

Les états financiers de l'Ordre sont conformes aux usages particuliers de la comptabilité par fonds. Toutes les ressources sont présentées dans les fonds ayant des objectifs précis afin d'observer les limites et restrictions rattachées à l'utilisation des ressources disponibles.

Le fonds d'administration sert aux activités courantes de l'Ordre. Le fonds d'indemnisation est destiné à rembourser les sommes d'argent ou d'autres valeurs utilisées par un membre à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui ont été remises dans l'exercice de sa profession. Le fonds de bourses d'affaires est destiné à apporter une aide financière sous forme de bourses à de jeunes administrateurs ainsi qu'à des étudiants. Le fonds du secteur de la planification financière sert exclusivement à des projets spéciaux destinés au développement de la planification financière. Le fonds I.C.S.A. représente les actifs, passifs et solde de fonds du chapitre du Québec, sous gestion de l'Ordre.

b) Constatation des apports

Les apports sont comptabilisés selon la méthode du report. Ils sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

c) Dons sous forme de services

L'Ordre reçoit les services de nombreux membres bénévoles. Du fait qu'il ne se procure pas normalement ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, les services ainsi reçus ne sont pas constatés dans les états financiers.

d) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

e) Placements

Les placements sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

f) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes, les taux et les périodes suivants :

	Méthode	Taux/période
Mobilier de bureau	solde décroissant	20%
Équipement informatique	solde décroissant	30%
Logiciels	linéaire	7 ans
Conception graphique	linéaire	3 ans

g) État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il ne saurait éclairer davantage le lecteur.

3. Éléments non récurrents

Ce poste représente, en autres choses, des événements d'années antérieures dont l'impact financier a fait l'objet d'hypothèses de réalisations de la part de la direction de l'époque, hypothèses qui ne se sont pas concrétisées telles que prévues ou dont le montant des charges a été connu ultérieurement à l'événement lui-même. Ces événements sont de nature imprévue et non répétitive.

4. Redressements affectés aux exercices antérieurs

- i) Pour tenir compte de la durée de vie réelle de l'équipement informatique et des logiciels, un changement de conventions comptables a été effectué; le solde de fonds au début de 1999 a été augmenté de 22 918 \$, les résultats de 1999 de 7 639 \$ et la valeur nette des immobilisations de 30 557 \$.
- ii) Pour tenir compte de crédit de taxes sur intrants et de remboursement de taxes sur intrants non réclamés sur certaines dépenses au cours des exercices antérieurs, le solde de fonds au début de 1999 et les résultats de 1998 ont été augmentés de 11 454 \$.

5. Encaisse

Le solde de l'encaisse est composé des soldes en banque de l'Ordre et des soldes des régionales.

6. Débiteurs

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Fonds bourse d'affaires	2000 Total	1999 Total
Subventions	23 751 \$	- \$	- \$	23 751 \$	268 418 \$
Comptes clients	68 652	-	-	68 652	-
Taxes à la consommation	17 007	-	-	17 007	-
Intérêts à recevoir	-	1 952	9 254	11 206	9 912
À recevoir du fonds d'administration	-	10 000	5 000	15 000	10 000
À recevoir du fonds de bourses d'affaires	4 054	-	-	4 054	35 239
Amendes et frais à recevoir	42 055	-	-	42 055	59 437
Avance à la régionale de Québec	6 932	-	-	6 932	8 665
À recevoir du fonds I.C.S.A.	11 073	-	-	11 073	4 800
Autres	8 904	-	-	8 904	7 881
	182 428 \$	11 952 \$	14 254 \$	208 634 \$	404 352 \$

7. Placements

	Fonds d'indemnisation	Fonds bourses d'affaires	2000 Total	1999 Total
Coupons d'organismes gouvernementaux, 5,2% à 8,05% (valeur de marché : 2000 - 24 351 \$; 1999 - 27 669 \$)	21 479 \$	- \$	21 479 \$	23 987 \$
Obligations (valeur de marché: 2000 - 477 744 \$; 1999 - 442 624 \$)	-	473 914 ⁽¹⁾	473 914	418 184
Fonds d'investissement et industriel (valeur de marché: 2000 - 49 217 \$; 1999 - 45 561 \$)	20 016	25 541	45 557	48 799
Actions ordinaires TSE100 (valeur de marché: 2000 - 121 272 \$; 1999 - 104 260 \$)	-	83 686	83 686	108 792
Portion réalisable à court terme	41 495	583 141	624 636	599 762
	-	41 200	41 200	112 508
	41 495 \$	541 941 \$	583 436 \$	487 254 \$

⁽¹⁾ Répartition des titres obligataires

	2000		1999	
	Valeur nominale	Coût	Valeur nominale	Coût
Gouvernements provinciaux	50 000 \$	53 990 \$	50 000 \$	53 990 \$
Municipalités et scolaires	376 200	393 986	320 000	338 256
Organismes gouvernementaux	25 000	25 938	25 000	25 938
	451 200 \$	473 914 \$	395 000 \$	418 184 \$

Répartition de la valeur des titres obligataires en fonction de l'échéance et des taux d'intérêts.

Valeur nominale	Moins d'un an	1 à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 11 ans
41 200 \$	5,10% à 7,25%			
280 000		5,60% à 10,75%		
105 000			6,40% à 11,25%	
25 000				8,50%
451 200 \$				

8. Immobilisations

	2000		1999	
	Coût	Amortissement Cumulé	Valeur Nette	Valeur Nette
Mobilier de bureau	129 513 \$	92 669 \$	36 844 \$	21 795 \$
Équipement informatique	182 316	147 405	34 911	34 987
Logiciels	114 833	47 807	67 026	70 065
Conception graphique	14 080	1 173	12 907	-
	440 742 \$	289 054 \$	151 688 \$	126 847 \$

9. Avances bancaires

Les avances bancaires mises à la disposition de l'Ordre au montant maximum de 50 000 \$ pour l'exercice et 50 000 \$ supplémentaire à titre de crédit spécial rotatif, portent intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % et sont renégociables annuellement.

10. Créditeurs

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Fonds bourse d'affaires	2000 Total	1999 Total
Bourses à payer	- \$	10 000 \$	- \$	10 000 \$	69 905 \$
Fournisseurs et frais cours	57 446	-	-	57 446	-
Salaires et retenues à la source	35 593	-	-	35 593	37 360
Taxes à la consommation	-	-	-	-	34 629
Dû à l'Office des professions du Québec	20 316	-	-	20 316	49 880
Dû au fonds d'indemnisation	10 000	-	-	10 000	10 000
Dû au fonds d'administration	-	-	11 073	11 073	-
Dû au fonds d'administration	-	4 054	-	4 054	35 239
Autres	7 497	-	-	7 497	956
Dû au fonds de bourses d'affaires	5 000	-	-	5 000	-
	135 852 \$	14 054 \$	11 073 \$	160 979 \$	237 969 \$

11. Engagements

i) L'Ordre s'est engagé par baux pour le loyer et divers équipements. Le solde des engagements, exclusion faite des clauses escalatoires d'impôts fonciers et autres, s'établit à 1 133 387 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2001	2002	2003	2004	2005
138 185 \$	138 185 \$	139 964 \$	133 651 \$	133 651 \$

ii) Le Fonds de bourses d'affaires de l'Ordre s'est engagé à verser 250 000 \$ pour la création de la chaire de développement et de relève de la PME.

Au 31 mars 2000, le solde des engagements s'établit à 150 000 \$. Les versements à effectuer au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2001	2002	2003
50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$

12. Chiffres comparatifs

Aux fins de comparaison, certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une nouvelle classification.

